
Inhalt / Table des matières

La Grève générale de 1918. Crises, conflits, controverses. Éditorial	7
Der Landesstreik von 1918. Krisen, Konflikte, Kontroversen. Editorial	25
<i>Malik Mazbouri, Patrick Auderset, Florian Eitel, Marc Gigase, Daniel Krämer, Matthieu Leimgruber, Marc Perrenoud, François Vallotton</i>	
Vom schwierigen Umgang der schweizerischen Geschichtsschreibung mit dem Landesstreik vom November 1918	43
<i>Bernard Degen</i>	
Résumé	61
Willi Gautschi (1920-2004) et la Grève générale: une œuvre historiographique dans son contexte	63
<i>Séveric Yersin</i>	
Zusammenfassung.	77
Questions ouvertes sur la Grève générale de 1918	79
<i>Hans Ulrich Jost</i>	
Zusammenfassung.	89
Der Landesstreik im Kontext der Schweizer Streikgeschichte	91
<i>Christian Koller</i>	
Résumé	109
«Das cha nümme so wyter gah. Jetzt muess öppis lauffe!». Vorläufiges zum Schweizer Landesstreik in vergleichender Perspektive.	111
<i>Marcel van der Linden</i>	
Résumé	128
Les organisations patronales et la Grève générale de 1918.	129
<i>Pierre Eichenberger</i>	
Zusammenfassung.	149
Agrarische Alternativen. Landwirtschaftsprogramme, Genossenschafts- konzepte und Siedlungsprojekte in der Arbeiterbewegung im Kontext des Landesstreiks	151
<i>Juri Auderset, Peter Moser</i>	
Résumé	167

Kampf um Frauenrechte – Allianzen und Bruchlinien	169
<i>Elisabeth Joris</i>	
Résumé	191
La Grève générale et l’immigration de guerre	193
<i>Silvia Arlettaz</i>	
Zusammenfassung.	212
Le mythe de l’ingérence bolchevique dans la Grève générale de novembre 1918. Histoire d’une construction franco-suisse	213
<i>Michel Caillat, Jean-François Fayet</i>	
Zusammenfassung.	229
La Grève générale à La Chaux-de-Fonds	231
<i>Marc Perrenoud</i>	
Zusammenfassung.	253
Der Landesstreik und die wirtschaftlichen Streiks der Jahre 1916–1920. Streiflichter aus den Kantonen Bern und Aargau	255
<i>Adrian Zimmermann</i>	
Résumé	273
Point de Grève générale au Tessin? Les raisons d’un échec partiel.	275
<i>Gabriele Rossi</i>	
Zusammenfassung.	292
Generalstreikgeschichte von unten. Zwei Quellen zum Streik der Eisenbahner in Biel	293
<i>Florian Eitel</i>	
Résumé	305
Quellenbestände zum Landesstreik	307
<i>Christian Koller, Rita Lanz, Adrian Zimmermann</i>	
Résumé	323
Liste des auteurEs / AutorInnenverzeichnis.	324

La Grève générale de 1918

Crises, conflits, controverses

Éditorial

À l'approche du 100^e anniversaire de la Grève générale de novembre 1918, de nombreuses initiatives ont été prises pour commémorer cette crise majeure de l'histoire de la Suisse moderne, la plus importante, peut-être, depuis la guerre du Sonderbund en 1847. Si l'on pouvait s'attendre à ce que cet événement rencontre un écho important, non seulement parmi des cercles directement intéressés – historiennes, historiens, milieux syndicaux – mais aussi auprès d'un public plus large, le nombre et la diversité des manifestations commémoratives ainsi que leurs intentions, parfois contradictoires, sont tout à fait frappants. C'est que ce conflit, vieux d'un siècle, n'a guère perdu de sa charge politique, au contraire. En effet, alors que, d'un côté, une droite conservatrice cherche à rejouer, au moins symboliquement, la confrontation avec la gauche via une lecture polémique et orientée de la Grève générale, de l'autre, des productions culturelles proposent une compréhension plutôt consensuelle de cet épisode conflictuel. Quitte à s'affranchir, elles aussi, des réalités historiques et à donner une vision téléologique de ce moment, présenté comme l'acte fondateur d'une culture suisse du consensus et de la paix sociale. Nous ne mentionnerons ici que deux réalisations emblématiques : le docufiction de Hansjörg Zumstein, *Grève générale 1918. La Suisse au bord de la guerre civile*, produit par la SSR, qui met en avant sur un mode dramatique le sens des responsabilités des principaux dirigeants du mouvement ouvrier ainsi que des autorités fédérales, grâce auquel un affrontement meurtrier aurait été évité¹, et le grand théâtre populaire *1918.ch* organisé durant l'été 2018 à Olten, lieu symbolique de l'évènement. Sans préjuger du résultat final, que les délais de rédaction de la présente publication ne permettent pas de prendre en considération, relevons néanmoins la signification politique donnée à ce spectacle assuré par des groupes théâtraux et choraux provenant de toute la Suisse : « L'évènement théâtral met en exergue la grève générale, à la fois paroxysme des clivages sociaux en

1 Voir la critique qu'en fait Charles Heimberg, « La Grève générale de 1918 en Suisse : un documentaire qui brouille les esprits », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 34, 2018, pp.61-65. Signalons également le film de Frédéric Hausammann, *1918 : le choc de la Grève générale*, Lausanne, Fred Hausammann Films, 2018 (diffusion RTS, novembre 2018).

Suisse et amorce d'une culture politique de la négociation et du consensus.»² Si la ville d'Olten n'a pas toujours été fière de voir son nom associé à cet évènement conflictuel, elle soutient aujourd'hui – tout comme les autorités cantonales soleuroises, la direction des CFF et bien d'autres héritiers des adversaires des grévistes – ce grand projet culturel organisé par l'Association du Centenaire de la Grève générale.³

D'autres manifestations sont programmées. Parmi celles qui s'inspirent plus directement des résultats de la recherche historique, signalons l'exposition *1918. Guerre et paix* en cours au NMB – Nouveau Musée Bienne ainsi que celle qu'organiseront les Archives sociales suisses au Musée national à Zurich, en novembre 2018. Toutes ces activités témoignent de la forte demande sociale qui se manifeste à l'occasion des anniversaires et des commémorations, particulièrement manifeste ces dernières années : qu'on pense au centenaire de la Première Guerre mondiale, à celui de la révolution russe ou au cinquantenaire de mai 1968. Cette demande oriente fortement la production éditoriale, mais également la recherche historique.⁴ Elle ouvre ainsi de nouvelles opportunités pour revisiter et approfondir les connaissances du passé, mais peut aussi soumettre la recherche à des demandes parfois peu compatibles avec les préoccupations scientifiques.

La façon dont le mouvement ouvrier suisse, plus spécifiquement les directions syndicales, a commémoré la Grève générale au fil du temps est évidemment emblématique de la manière dont il perçoit cet évènement, l'intègre ou non en tant que symbole identitaire et le rapporte à l'évolution de ses propres pratiques militantes. Dans l'attente d'un bilan du centenaire, encore à établir, nous voudrions amener quelques éléments, très brefs, sur la commémoration du cinquantenaire, qui pourrait faire à elle seule l'objet d'un article.

Il semble en effet, mais cela mériterait d'être vérifié et approfondi, que ce soit presque à contrecœur que l'Union syndicale suisse (USS) ait célébré cet

2 Présentation du projet 1918.ch, <https://1918.ch/fr/1918-ch/> (consulté le 13.04.2018).

3 Cette association qui chapeaute la manifestation est emblématique de cette approche conciliatrice puisqu'elle est présidée par une ancienne conseillère d'État libérale-radical, Esther Gassler, et qu'y figure également le conseiller aux États socialiste soleurois Marco Zannetti. <https://1918.ch/fr/organisateur/> (consulté le 13.04.2018).

4 À titre d'exemple, pour la recherche historique signalons quelques récents projets soutenus par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) (cf. <http://p3.snf.ch>) : « Die Schweiz im Ersten Weltkrieg : Transnationale Perspektiven auf einen Kleinstaat im totalen Krieg » (Universités de Zurich, Genève et Lucerne, 2012-2015) ; « Le spectacle de la révolution. Histoire des commémorations de la révolution russe d'Octobre 1917 » (Université de Lausanne, 2014-2017) ; « Krieg und Krise. Kultur-, geschlechter- und emotionshistorische Perspektiven auf den schweizerischen Landesstreik vom November 1918 » (Université de Berne, 2016-2019). Une ambitieuse étude sur les vétérans de la Première Guerre mondiale débute également : « Wages and the great war : evidence from the largest draft lottery in history » (Université de Zurich, 2018-2021).

anniversaire :⁵ comme si, en 1968, cet épisode hautement conflictuel des rapports de classes en Suisse était devenu un souvenir encombrant pour les dirigeants d'un mouvement ouvrier qui se veut résolument réformiste et prône, en collaboration avec l'État et le patronat, le développement de relations contractuelles entre « partenaires sociaux ». ⁶ Certes, l'USS organise un Congrès extraordinaire pour marquer l'évènement et celui-ci réunit un demi-millier de personnes, le samedi 16 novembre 1968, à Olten. Mais à l'évidence, l'évocation de ce « douloureux anniversaire »⁷ – selon l'expression d'un rédacteur de la *Revue syndicale suisse* – s'intègre bien mal aux habitus syndicaux développés depuis l'entre-deux-guerres. Elle insuffle en revanche aux trois orateurs du jour d'intéressantes synthèses dialectiques sur les leçons et messages d'apaisement qu'il convient de tirer des événements de novembre 1918.⁸ Ainsi du président de l'USS, le conseiller national socialiste Hermann Leuenberger (1901-1975), qui en retient les enseignements suivants :

La grève générale a montré quels fossés infranchissables peut ouvrir l'incompréhension entre les groupes sociaux. L'effort de compréhension, la volonté de rechercher des solutions acceptables

5 Cf. Séveric Yersin, *Willi Gautschi (1920-2004) et la Grève générale de 1918 : écrire, réécrire l'histoire*, mémoire de licence, Université de Lausanne, automne 2017, pp. 167-188.

6 Selon les termes mêmes de Giacomo Bernasconi, secrétaire de l'USS, lors d'une conférence tenue à l'été 1968 devant la *Schweizer Verband Volkdiens Soldatenwohl* et publiée dans la *Revue syndicale suisse*, n° 11, novembre 1968, p. 306 ; Séveric Yersin, *Willi Gautschi (1920-2004)*..., p. 181.

7 J. M. [Jean Möri], *Revue syndicale suisse*, n° 11, novembre 1968, p. 305.

8 Les discours prononcés sont reproduits en intégralité dans la *Revue syndicale suisse*, n° 12, décembre 1968, pp. 337-358. Le programme musical, qui marie le baroque aux airs de divertissement pour se terminer sur une note plus politique, mériterait à lui seul une analyse spécifique : « Sous la direction de Peter Escher, l'Orchestre de la ville d'Olten ouvrit la cérémonie avec le concerto grosso en fa majeur, de Scarlatti. Après la cérémonie, la Musique des cheminots régala l'auditoire par un concert de musique légère américaine et viennoise [...]. La clôture de cette cérémonie commémorative fut particulièrement émouvante. Accompagnée par la Musique des cheminots, l'assistance debout entonna le "Salut à la liberté" dont les paroles avaient été imprimées par les organisateurs prévoyants dans le programme de cette journée commémorative » (pp. 337 et 338). Le chant en question est sans doute le « Brüder, Zur Sonne, Zur Freiheit », originellement écrit à la fin du XIX^e siècle par le Russe Léonid Radin, traduit dans plusieurs langues. Remanié au fil du temps, il est devenu un classique du répertoire lyrique de la gauche social-démocrate autant que communiste ou stalinienne dans les deux Allemagnes d'après la partition. Il serait intéressant de consulter les paroles de la version chantée à Olten. À noter que le compte rendu allemand de la cérémonie diffère sur quelques points de la relation qu'en fait la *Revue syndicale* ; cf. Schweizerischer Gewerkschaftsbund, *Protokoll des 39. (ausserordentlichen) Gewerkschaftskongresses 1968 zur Erinnerung an den Generalstreik 1918. Samstag, 16. November 1918 im Rest. Olten-Hammer in Olten/SO*, Olten, s.d. [Les auteurs remercient A. Zimmermann de les avoir rendus attentifs à cette curiosité, qui vaudrait d'être interrogée].

pour tous sont donc des éléments vitaux de la démocratie, et tout particulièrement d'une démocratie comme la nôtre.⁹

Rappelons également qu'à cette occasion deux ouvrages historiques ont été commandés par l'USS.¹⁰ L'un, substantiel (plus de 400 pages), rédigé en allemand, est l'œuvre de Paul Schmid-Ammann, ingénieur agronome ETH, animateur de l'opposition paysanne de gauche dans les années 1930 et ancien rédacteur en chef du *Volksrecht*. L'autre, au motif un peu curieux «qu'il ne pouvait être question de publier une traduction intégrale»¹¹ du livre de Schmid-Ammann, est demandé au syndicaliste romand Constant Frey, qui rend une copie plus courte (200 pages), destinée au public francophone.

Les deux ouvrages, qu'il faudrait lire à la lumière de leur contexte de publication, présentent plusieurs points communs (celui de Frey s'appuyant en partie sur le travail de Schmid-Ammann, fondé sur un dépouillement archivistique), mais aussi quelques différences qu'il serait intéressant d'étudier. Si Schmid-Ammann, comme Frey, tirent tous deux un bilan positif des conséquences historiques de la Grève générale, Frey exprime un grand scepticisme au sujet de l'efficacité de la grève en tant que moyen d'action, auquel il oppose le modèle du «syndicalisme contractuel».¹² Ces deux publications seront en partie éclipsées par le livre-référence de Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, paru la même année et demeuré, comme celui de Schmid-Ammann du reste, sans traduction française à ce jour.¹³

Hormis certains adversaires de la politique de la «paix du travail», la Grève générale de novembre 1918, du moins dans sa dimension subversive, ne semble plus guère inspirer ni passionner – quand elle ne les embarrasse pas – les dirigeants syndicaux de 1968.¹⁴ La portion de plus en plus congrue réservée à

9 *Revue syndicale suisse*, n° 12, décembre 1968, p. 345.

10 Paul Schmid-Ammann, *Die Wahrheit über den Generalstreik von 1918. Seine Ursachen, sein Verlauf, seine Folgen*, Zürich, 1968 et Constant Frey, *La grève générale de 1918*, Genève, 1968.

11 D'après G. Diacon et J. Möri, respectivement vice-président et secrétaire de l'USS, qui préfacent l'ouvrage de Frey; cf. Constant Frey, *La grève générale de 1918...*, p. 9; cf. également Séveric Yersin, *Willi Gautschi (1920-2004)*..., p. 181.

12 «[...] notre syndicalisme contractuel est autrement plus efficace que l'incessant recours aux grèves tournantes ou générales en honneur dans certains pays voisins», Constant Frey, *La grève générale de 1918...*, p. 202.

13 Voir à ce propos l'article de Séveric Yersin dans le présent volume.

14 Comme le montre un séminaire organisé en 1968 par l'USS, commenté par Marc Vuilleumier, «Introduction générale», in *Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse 1864-1960*, Lausanne/Genève, 2015, pp. 52-53. A contrario, Claude Cantini, «La grève générale de 1918 dans son contexte économique et social», *Services publics*, n° 36 à 43, septembre-octobre 1968, republié dans Claude Cantini, *Pour une histoire sociale et antifasciste. Contributions d'un autodidacte*, Lausanne, 1999, pp. 104-139.

la Grève générale dans les publications jubilaires du mouvement ouvrier offre un autre témoignage des distances croissantes prises avec l'évènement: alors que la monographie parue à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'USS, au début des années 1930, consacrait encore une dizaine de ses quelque huit cents pages à la Grève générale, celle du centenaire, parue en 1980 et il est vrai nettement plus mince (271 pages), expédie le gros du sujet en deux paragraphes dus à la plume de l'historien Roland Ruffieux.¹⁵

Il faut attendre son 80^e anniversaire, en 1998, pour que la Grève générale retrouve, pour ainsi dire, une seconde jeunesse auprès de la gauche institutionnelle. En effet, à l'occasion du congrès annuel de l'USS, l'historien Sébastien Guex est invité à tenir une conférence intitulée «La grève générale de novembre 1918 et son actualité aujourd'hui», reprise dans une publication qui contient également une contribution du président de l'USS, Paul Rechsteiner.¹⁶ À cette occasion, la centrale syndicale ne revient pas seulement sur l'histoire de la Grève générale, mais elle affirme l'intérêt de celle-ci pour les luttes contemporaines. Depuis, plusieurs brochures syndicales consacrées aux grèves ont paru, qui incluent des aperçus historiques dans lesquels le souvenir de la Grève générale est volontiers convoqué à l'appui des batailles militantes à mener.¹⁷ Le Parti socialiste suisse lui-même lui consacre, sous la plume de deux historiens, une place non négligeable dans la monographie publiée à l'occasion de son 125^e anniversaire.¹⁸

Cette évolution est à mettre en relation avec les profonds changements dans les rapports de travail survenus dans les années 1990 du fait de la crise économique et de l'offensive néolibérale. Le durcissement des rapports sociaux a en effet conduit les salarié-e-s et leurs représentant-e-s à recourir à nouveau plus fréquemment à la grève, qui retrouve une certaine place dans le répertoire

15 Voir *L'Union syndicale suisse. 1880-1930. Ouvrage publié à l'occasion du cinquantième, à la demande de la commission syndicale*, Berne, 1933, pp. 156-165 et *Un siècle d'Union syndicale suisse 1880-1980*, Fribourg, 1980, p. 23.

16 SGB (éd.), *Der Schweizerische Generalstreik 1918 und seine aktuelle Bedeutung. Zwei Beiträge, Dokumentation SGB n° 63*, février 1999, disponible en ligne <http://generalstreik.ch/wp-content/uploads/2017/01/99-63-D.pdf> (consulté le 13.04.2018). Pour une version française de l'article de Sébastien Guex, voir Parti socialiste lausannois (éd.), *Les 80 ans de la grève générale. Actes de la conférence organisée par le PSL le 16 décembre 1998*, Lausanne, 1999 avec une introduction de Pierre-Yves Maillard, «La grève, manifestation de liberté» et une contribution de Charles Heimberg, «La place de la Grève générale de 1918 dans la mémoire dominante et dans la conscience du mouvement ouvrier».

17 Notamment : USS (éd.), *Des grèves en Suisse : quelque chose a changé*, Berne, 2000 ; USS (éd.), *La grève, ça paie! Les conflits de travail en Suisse depuis la grève générale de 1918*, Berne, 2008. L'ouvrage paru à l'occasion du 125^e anniversaire de l'USS y consacre également plusieurs pages : Valérie Boillat et al., *La valeur du travail : histoire et histoires des syndicats suisses*, Lausanne, 2006.

18 *Einig – aber nicht einheitlich. 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans. Parti socialiste suisse*, Zurich, 2013, pp. 112-118 et 130-137.

d'action du syndicalisme suisse.¹⁹ En vue du centenaire de la Grève générale, et dans l'idée d'intervenir en amont afin de poser les termes du débat, l'USS a anticipé la commémoration et organisé le 15 novembre 2017 un colloque historique qui visait à faire un état de la recherche scientifique et à débattre des interprétations de ce moment crucial du développement du mouvement ouvrier. Ce fut certes l'occasion de promouvoir l'interprétation donnée aussitôt après les événements par Robert Grimm et les principaux dirigeants ouvriers, celle des « vaincus vainqueurs », qui traduite en termes d'actualité devient « La grève, ça paie ! ». Vue à un siècle de distance par les dirigeants syndicaux d'aujourd'hui, la Grève générale de novembre 1918 se présenterait ainsi comme une étape décisive vers la modernisation de la société suisse, elle-même portée par un mouvement ouvrier qui aurait repris en héritage la tâche historique des radicaux de 1848.²⁰ Au-delà de cet exercice de légitimation politique, ce colloque a surtout été l'occasion d'une discussion historique approfondie à laquelle ont participé de nombreux spécialistes.²¹ La suite des événements n'a finalement pas donné tort à l'USS et à son action préventive quant aux interprétations qui seraient faites de la Grève, puisqu'en janvier 2018 la droite conservatrice a cherché, sans surprise, à ressusciter la momie du vieux mythe de la Grève générale comme tentative d'insurrection bolchevique, sur laquelle nous reviendrons.

Mais la marche du temps n'a pas pour unique conséquence de fournir prétexte à commémorations. Ainsi, le cinquantenaire a coïncidé avec l'ouverture légale de l'accès à des archives restées jusque-là inaccessibles à la recherche et a marqué, sinon un renouvellement interprétatif complet, du moins un tournant important dans l'historiographie de la Grève générale. S'il est trop tôt pour prendre la mesure, sous cet aspect, de ce qu'apportera le centième anniversaire de la Grève, on voudrait que celui-ci, grâce aux recherches dont il a déjà stimulé le lancement, soit aussi l'occasion de restaurer, sur le plus long terme, un intérêt quelque peu dissipé pour les thématiques d'histoire sociale.

L'idée de consacrer un numéro spécial de *traverse* à la Grève générale de 1918 s'inscrit dans cette perspective. Née fin 2014, elle a pris corps durant l'été 2015, au cours duquel s'est élaboré un premier plan d'ensemble du volume. D'emblée, quelques principes ont été adoptés : il s'agissait, dans la mesure du possible, d'offrir un recueil qui fasse le point sur certaines grandes thématiques

19 Andreas Rieger, « Nouveau cycle de conflits de travail », in Vania Alleva, Andreas Rieger (éd.), *Grèves au xx^e siècle*, Berne, 2017, pp. 149-157. Cet ouvrage est également disponible en allemand et en italien.

20 Paul Rechsteiner, in USS/SGB (éd.), *Centenaire de la grève générale ! Origines, conflits, conséquences. Interventions du colloque du 15 novembre 2017 / 100 Jahre Landesstreik : Ursachen, Konfliktfelder, Folgen. Reader zur Tagung vom 15.11.2017*, Berne, 2018, pp. 3-7.

21 *Idem.*

de la Grève générale et qui propose des pistes de recherche à partir d'un état des lieux bibliographique, selon le modèle que *traverse* avait déjà développé dans le cadre de sa série sur l'historiographie suisse.²² Une table des matières provisoire est élaborée dans ce cadre et adoptée par la rédaction. Le centième anniversaire approchant, l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AÉHMO) envisageait elle aussi de consacrer une prochaine livraison de ses *Cahiers* à la Grève générale, si bien que, début 2016, des contacts sont pris entre les deux équipes rédactionnelles, qui s'entendent aussitôt sur le projet de travailler à un numéro commun.²³

Soumise à nos éditeurs respectifs, les Éditions d'en bas à Lausanne et Chronos à Zurich, l'idée d'agréger les forces plutôt que de les disperser sur deux projets forcément un peu concurrents est accueillie avec enthousiasme. Après tout, le centenaire de la Grève générale ne fournissait-il pas une excellente occasion de réunir, par-delà les barrières linguistiques, deux éditeurs dont le catalogue témoigne du rôle éminent qu'ils ont joué dans la diffusion, des deux côtés de la Sarine, de travaux d'histoire sociale et d'histoire du mouvement ouvrier ?

Rappelons à ce propos que ce n'est pas la première fois que les Éditions d'en bas et Chronos associent leurs efforts dans une démarche éditoriale commune : publié il y a une vingtaine d'années, le volume *Histoire sociale et mouvement ouvrier – Sozialgeschichte und Arbeiterbewegung, 1848-1998* est le fruit de cette collaboration passée, alors initiée par l'AÉHMO.²⁴ Se présentant comme une contribution alternative au 150^e anniversaire de la Confédération, l'ouvrage réunissait une quinzaine d'auteurs, tant Alémaniques que Romands et Tessinois, et combinait bilans historiographiques et recherches prospectives. Il fait encore référence aujourd'hui, d'autant que les pistes de recherche qu'il ouvrait alors sont pour la plupart restées en friche : c'est que, depuis la fin du siècle dernier, capté par d'autres objets et d'autres formes de conflictualités à interroger, l'intérêt des jeunes chercheuses et chercheurs pour l'histoire sociale et pour l'histoire du mouvement ouvrier, dont l'enseignement a presque déserté les facultés, est en net reflux.

Le présent volume se ressent, bien sûr, de cette désaffection. Bien que préparé très en amont, dans l'objectif de permettre aux contributeurs pressentis de compléter leurs matériaux par d'éventuelles recherches *ad hoc*, certaines thématiques sont

22 *L'histoire économique en Suisse – une esquisse historiographique, traverse* 2010/1 ; *L'histoire sociale de la Suisse – une esquisse historiographique, traverse* 2011/1 ; *L'histoire culturelle en Suisse – une esquisse historiographique, traverse* 2012/1 ; *L'histoire politique en Suisse – une esquisse historiographique, traverse* 2013/1.

23 On signalera également les échanges avec les éditeurs du volume : Roman Rossfeld, Christian Koller, Brigitte Studer (éd.), *Der Landesstreik. Die Schweiz im November 1918*, Baden, 2018.

24 Brigitte Studer, François Vallotton (éd.), *Histoire sociale et mouvement ouvrier : un bilan historiographique – Sozialgeschichte und Arbeiterbewegung : eine historiographische Bilanz 1848-1998*, Lausanne/Zurich, 1997.

ainsi restées en quête d'auteurs ou n'ont pas pu être traitées dans leur pleine dimension. D'emblée nous nous étions mis d'accord pour donner à ce numéro à la fois une ouverture comparatiste, non pas uniquement helvético-centrée, et une dimension nationale, au sens de transrégionale. Quant à l'ouverture comparatiste, le défi a été relevé – et fort bien nous semble-t-il – par Marcel van der Linden, dont l'article replace les événements de novembre 1918 dans le cadre d'une histoire internationale des conflictualités sociales, envisagées sur la moyenne et courte durée. Pour ce qui concerne la dimension nationale, le bilan est en revanche plus mitigé, tant il est vrai qu'il ne suffit pas de réunir des auteurs et des éditeurs appartenant aux différentes régions linguistiques de Suisse pour se donner aussitôt les moyens de produire une histoire pensée à l'échelle du territoire.

Dans le cas de la Grève générale, cette dimension nationale – mieux rendue ou, du moins, mieux *affirmée* en allemand par la notion de *Landesstreik* – est particulièrement problématique, puisqu'à s'en tenir aux seuls événements de l'automne 1918 le gros de l'affaire se noue et se dénoue, on le sait, en Suisse alémanique, où les villes de Zurich, de Berne et de Bâle jouent les premiers rôles, tandis que le mouvement est moins suivi en Suisse romande et largement boudé au Tessin. Il paraît donc difficile, même par commodité de langage, même compte tenu du fait que le champ de manœuvre principal du conflit engage les centres de gravité du pouvoir économique et politique suisse, de parler pour autant de Grève générale « nationale ».

Notre idée première était, ici, de reposer ce problème d'une autre manière, de s'affranchir de la chronologie courte de l'histoire-bataille et de se libérer de l'espace, quelque peu confiné, de la Grève générale étudiée en ses seuls épïcêtres. En d'autres termes, il s'agissait d'élargir l'enquête à toutes les formes de mobilisations populaires et ouvrières survenues durant et au sortir de la guerre, et non pas seulement durant les quelques semaines qui précèdent et suivent la Grève, et de porter le regard dans les différentes régions de Suisse, et non pas exclusivement sur celles où l'appel du Comité d'Oltén fut suivi d'effets. Les trois études de cas que nous publions dans ce numéro, dues à Gabriele Rossi pour le Tessin, à Adrian Zimmermann pour les cantons de Berne et d'Argovie et à Marc Perrenoud pour la ville de La Chaux-de-Fonds, vont dans cette direction et apportent des matériaux neufs sur le sujet. Toutes trois invitent à reformuler *différemment* la question de la dimension nationale de la Grève générale en l'inscrivant dans une séquence plus longue des mobilisations provoquées par la profonde dégradation des conditions de vie, la politique des pleins pouvoirs, un antimilitarisme croissant et, *last but not least*, un contexte international marqué, depuis 1916, par la montée irrépessible des luttes sociales. Il faudrait, évidemment, reporter la cartographie et les rythmes de la radicalisation en

Suisse à celle des différentes configurations politiques régionales, des traditions ouvrières spécifiques, qui rendent également compte des particularités du tissu socio-économique local : une focale trop exclusivement zurichoise, pour central qu'ait été le rôle de cette ville dans le déclenchement et le déroulement des événements, dispense d'avoir à se poser de telles questions et, du même coup, de se donner la peine de comprendre la Grève générale comme une figure, parmi d'autres possibles, d'une contestation sociale rendue à ses dimensions nationales, mais aussi internationales, dans une temporalité de plus longue durée. Dans cette perspective, on lira avec profit l'article de Christian Koller, qui replace la Grève générale dans le contexte plus large de l'histoire des grèves en Suisse.

Force est de constater que l'histoire *sociale* des événements de novembre 1918 reste encore largement à faire. Indispensable, l'histoire-bataille des faits et décisions qui se prennent au niveau des grands appareils de direction, dans les états-majors militaires, patronaux et politiques – y compris ceux du mouvement ouvrier – nous est plus ou moins connue. L'article de Pierre Eichenberger, consacré aux organisations patronales suisses, montre que celles-ci ont anticipé, dès avant la Première Guerre mondiale, l'éventualité d'une grève générale. Elles s'y sont longuement préparées, notamment à l'international, en discutant avec leurs consœurs européennes, si bien qu'elles ne se trouvèrent nullement dépourvues, comme on l'a parfois prétendu, quand le moment fut venu. Apportant des matériaux absolument neufs sur la façon dont les classes dominantes ont affronté ce moment paroxystique des luttes sociales, l'article met également en valeur, sur le plan plus général, l'intérêt que les archives patronales – lorsqu'elles sont accessibles – présente pour l'étude du mouvement ouvrier et des luttes sociales. Elle appelle également à examiner l'histoire des mouvements sociaux et de leur répression durant et au sortir de la Première Guerre mondiale dans une perspective comparatiste et transnationale.²⁵

La contribution d'Elisabeth Joris examine, quant à elle, le positionnement des organisations féminines, bourgeoises et socialistes, par rapport à la Grève générale ; elle montre bien, autour de la discussion sur le deuxième point des neuf revendications du Comité d'Olten, à savoir l'introduction du suffrage féminin et du droit d'éligibilité des femmes, les fortes tensions qui travaillent solidarités de genre et solidarités de classe. Est également rappelé, dans une perspective plus proche de l'histoire de « celles d'en bas », le rôle éminent des femmes dans lesdites « manifestations de la faim » qui, dès 1916, éclatent dans plusieurs villes de Suisse. Nul doute, à cet égard, qu'une *gender history* qui associerait histoire des représentations du genre et histoire *sociale* du genre fournirait un excellent chapitre

25 Voir à ce propos Robert Gerwarth et John Horne, « Vectors of Violence : Paramilitarism in Europe after the Great War, 1917-1923 », *The Journal of Modern History*, 83/3, 2011, pp. 489-512.

à une histoire populaire des mobilisations sociales durant la Première Guerre mondiale. Quid, en effet, des classes qui ne laissent pas de traces archivistiques autres que celles constituées sur elles à des fins d'administration, de contrôle ou de répression? Quid, en d'autres termes, par-delà les manifestes partisans, les publications associatives ou les résolutions d'appareil, des réactions de la base ouvrière et, plus largement, de la population elle-même face aux privations, aux troubles et aux mouvements sociaux de l'époque? Comment les sans-grade ont-ils perçu la Grève générale, compris ses enjeux, vécu son déroulement et accueilli sa déroute finale? L'histoire des gens sans histoire se laisse, on le sait, difficilement documenter.²⁶ Toutefois, la connaissance des archives existantes et la découverte (ou la redécouverte) de fonds documentaires, abordés sous un jour nouveau ou non, permettraient peut-être de mieux développer cette histoire vue d'en bas et constituent un préalable nécessaire au renouvellement des problématiques. C'est pourquoi nous avons demandé à Christian Koller, directeur des Archives sociales à Zurich, Rita Lanz, archiviste du syndicat Unia et Adrian Zimmermann, historien du mouvement ouvrier, une présentation des fonds d'archives utiles à la recherche sur la Grève générale, en Suisse et à l'étranger. L'article de Florian Eitel introduit deux sources biennoises. L'une est un montage photographique donnant à voir un blocage de train en gare de Bienne (ce type de source, dont l'émetteur semble être proche des grévistes, n'est pas courant), et l'autre un rapport sur la grève qui, chose rare également, émane d'un membre du comité de grève local, simple aiguilleur de profession. Si les parcours des membres du Comité d'Oltén et des accusés du grand procès de 1919 sont connus, ceux des sans-grade des comités de grèves locaux le sont beaucoup moins. Une analyse prosopographique, au niveau national, des différentes trajectoires de ces militants permettrait d'approfondir l'analyse et, peut-être, de questionner certains aspects de l'histoire du mouvement ouvrier suisse: certains d'entre eux ont été licenciés, se sont éloignés du militantisme ouvrier ou se sont « mis à leur compte » pour échapper à la répression patronale, alors que d'autres ont continué à militer dans les syndicats ou dans les organisations de gauche, connaissant diverses fortunes de carrière.

Quant au renouvellement des problématiques, on voudrait dire quelques mots de la démarche des deux auteurs d'un article récemment paru dans la *Neue Zürcher Zeitung*, qui, à l'occasion du centenaire de la Grève générale, appellent à jeter un regard neuf sur celle-ci.²⁷ Constatant que la dégradation des conditions

26 À cet égard, on se reportera à l'ouvrage de Stefan Keller, *Die Zeit der Fabriken. Von Arbeitern und einer roten Stadt*, Zürich, 2001 qui intègre le journal intime du grand-père de l'auteur, « dragon » thurgovien mobilisé pour mater les grévistes à Zurich d'abord, puis à Schaffhouse.

27 Tobias Straumann, Rudolf Jaun, « Kulmination der Klassengegensätze? Die Geschichte des Landesstreiks von 1918 muss neu gedeutet werden », *Neue Zürcher Zeitung*, 25.01.2018.

de vie connaît un arrêt dans la seconde moitié de l'année 1918, alors même que les autorités fédérales et locales ont finalement pris un certain nombre de mesures pour organiser le marché et soulager les misères et que le climat politique s'est détendu, ils en viennent à critiquer comme trop simpliste l'explication, aujourd'hui admise par la majorité des historiennes et des historiens, de la Grève par les causes socio-économiques. Celles-ci, plaident-ils à juste titre, ne suffisent pas à rendre compte de l'évènement et la portée explicative que leur aurait prêtées Willi Gautschi dans son ouvrage de référence aurait ainsi conduit à sous-estimer le rôle dynamique joué par les représentations que les acteurs se sont faites de la situation, par le poids des incertitudes et des émotions inhérentes à l'action politique, par les luttes d'appareil (notamment entre l'Union ouvrière de Zurich et le Comité d'Olten), ainsi que par les manœuvres tactiques de tous bords.

Aborder la Grève générale par l'étude de ses causes sociales et matérielles ou l'envisager, sur le plan politique, comme l'expression paroxystique d'un conflit de classe entre groupes sociaux dont les intérêts divergent, n'empêche pas, à notre avis, de l'appréhender également comme un *processus*, comme une forme ouverte, dont la dynamique échappe en large partie aux intentions des acteurs impliqués.²⁸ C'est d'ailleurs, ainsi que l'enseigne la sociologie des mobilisations de Michel Dobry, le propre de tout mouvement social d'envergure de se développer en créant, pour ainsi dire, son propre contexte, sa propre conjoncture, presque indépendamment des causes mêmes qui l'ont produit.²⁹ Il paraît donc évident qu'une analyse processuelle du déroulement de la Grève ouvre sur une compréhension plus fine du comportement des acteurs, qui n'agissent jamais que les uns par rapport aux autres, dans un enchaînement d'anticipations réciproques qui les contraignent tous à l'improvisation, dans des circonstances par ailleurs changeantes et qu'ils ne maîtrisent pas. Mais si une telle approche paraît souhaitable en ce qu'elle permet de rompre avec une lecture intentionnaliste de la Grève, il n'est pas certain qu'elle fragilise l'interprétation selon laquelle les raisons profondes de cette mobilisation politique sans précédent sont d'ordre économique et social. Après tout, ce n'est pas parce que la situation matérielle semble s'améliorer à l'été 1918, que l'exaspération produite par la dureté des temps n'a pas joué un rôle direct dans les raisons qu'ont eues les contemporains de se révolter : rappelons tout de même qu'en juin 1918, sur une population d'un peu moins de 4 millions d'habitants on dénombrerait plus de 690 000 indigents en Suisse.³⁰ Et puis on sait, depuis Ernest Labrousse au moins, que si la

28 Sur ces problématiques, voir le numéro de *traverse* consacré à l'histoire du scandale : *Scandale ! ; Skandal !, traverse* 2015/3.

29 Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris 2009 (1^e édition 1986).

30 Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Einsiedeln, 1968, p. 38.

crise économique et l'avancée des misères n'accouchent pas systématiquement, loin s'en faut, d'une crise politique majeure, leur non-concomitance temporelle n'invalide pas l'hypothèse d'une forte relation causale.³¹

Un débat historique au sujet des causes matérielles de la Grève semble d'autant plus souhaitable qu'il est aujourd'hui très *trendy* de gloser sur le « narratif de la Grève générale ». Au « narratif » de la Grève comme « complot bolchevique », porté par la droite et qui a dominé le récit des événements jusqu'à la publication, en 1968, du livre-référence de Gautschi, se serait substitué, porté par la gauche, un nouveau « narratif » dominant, celui de la Grève comme « émeute de la faim », résultant de l'exaspération de la population face à la dégradation massive des conditions de vie.³² Outre le fait que, du point de vue historique, ces deux versions des causes de la Grève générale ne peuvent pas être mises sur le même pied – la première ressortit du domaine de la fiction et de la manipulation idéologique alors que la seconde est un fait avéré et vérifié par la recherche – une telle compréhension du cadre interprétatif proposé par Gautschi paraît quelque peu réductrice. L'article de Séveric Yersin, fondé sur le dépouillement des archives personnelles de l'historien argovien, désormais disponibles, et sur une lecture serrée de ses ouvrages, propose ici une approche nouvelle des raisons pour lesquelles l'interprétation des événements avancée par l'auteur de *Der Landesstreik 1918* fit plutôt consensus, même auprès d'une partie de la droite, dans le contexte des années 1960.

Signalons qu'il était prévu d'ouvrir ce numéro à une analyse des représentations littéraires de la Grève générale. Elles ne sont pas très nombreuses, mais pas inexistantes non plus : outre le célèbre récit de Meinrad Inglin *Schweizerspiegel* (1938), un roman comme celui de Charles Ferdinand Ramuz, *Les signes parmi nous. Tableau*, mériterait quelque attention historique.³³ Publiée en 1919, l'œuvre évoque un colporteur de bibles parcourant les campagnes, confronté à l'épidémie de « grippe espagnole » et aux mouvements sociaux de l'année 1918, autant de « signes » qui lui font craindre la venue de l'Apocalypse... Loin de nous, donc, l'idée de contester que de nouvelles démarches, issues de l'histoire

31 Francis Démier, « « Comment naissent les révolutions »... cinquante ans après », *Revue d'histoire du XIX^e siècle, Cinquante ans de recherches sur 1848*, 1997/1, pp. 31-49.

32 Tobias Straumann, Rudolf Jaun, « Kulmination der Klassegegensätze... ».

33 Comme le suggérait Marc Vuilleumier, « La grève générale de 1918 en Suisse », in Marc Vuilleumier et al. (éd.), *La grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, 1977, p. 34 ; l'article est repris dans Marc Vuilleumier, *Histoire et combats...*, pp. 461-512. Autre roman à signaler, celui de Jean-Paul Zimmermann (1889-1952), *L'étranger dans la ville*, écrit peu après la Grève et publié en 1931. Dans ce roman à clés, la réaction à la Grève générale au Locle est décrite avec ironie, dans une ambiance d'inquiétude qui s'alimente elle-même. Il existe un fonds Zimmermann à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds, où se trouve aussi le fonds du pasteur Paul Pettavel qui contient d'importants documents inédits sur la Grève générale au Locle.

culturelle, n'aient leur pierre à apporter à la connaissance du sujet, même si, faute d'espace ou d'auteurs disponibles, cette orientation n'est pas mise en vedette ici. On trouvera toutefois dans le présent numéro plusieurs contributions qui, sans prétendre renouveler les approches de la cave au grenier, font une large place à l'analyse du rôle qu'ont joué les représentations, les affects et les émotions dans l'histoire de la Grève générale. Michel Caillat et Jean-François Fayet proposent ainsi une genèse historique minutieuse de l'origine du mythe de l'ingérence bolchevique dans la Grève générale et rapportent le succès comme la longévité de ce véritable *canard* de propagande aux différentes fonctions sociales et politiques qu'il a remplies dès le lendemain de la Grève et jusqu'à des temps récents. Le court essai de Hans Ulrich Jost reprend en partie cette question en montrant comment, dès avant la Grève elle-même, la droite bourgeoise stigmatise la social-démocratie et cherche à créer l'émoi par des effets répétés d'épouvantail. La grève des employés de banque à Zurich, qui précède de quelques semaines la Grève générale, est vécue par les élites comme un prélude à la révolution et renforce, dans le camp de la droite et des chefs militaires, les partisans de la manière forte. Surjouée ou sincèrement éprouvée, la crainte du complot bolchevique, ourdi par l'étranger et visant à l'insurrection, permet de justifier l'intransigeance des forces, civiles et militaires, qui souhaitent en découdre une fois pour toutes avec le mouvement ouvrier.

La Grève passée, cette même thèse de l'intention révolutionnaire est instrumentalisée à diverses fins, notamment pour tenter de renforcer l'arsenal répressif de l'État, à l'exemple de la fameuse Lex Häberlin rejetée en votation populaire en 1922, ou pour stigmatiser le mouvement ouvrier. Elle pèsera d'ailleurs à tel point sur les militants syndicaux et socialistes que ceux-ci n'auront de cesse, à commencer par les dirigeants du Comité d'Olten lui-même, de désigner la misère matérielle du monde ouvrier comme la principale cause de la Grève, qu'ils s'empressent de vider, peut-être un peu vite, de tout contenu subversif:³⁴ plus l'heure est à une politique de collaboration avec le patronat et les institutions bourgeoises, plus le souvenir des événements de novembre 1918 devient gênant. La pratique de la grève en tant que moyen de lutte est alors non seulement remise en question, mais bientôt rejetée comme étrangère à l'esprit national.

C'est que les conséquences de la Grève générale débordent, et largement, du seul monde ouvrier. On pourra discuter longtemps de la question de savoir si la Grève a accéléré le développement de l'État social, ou si, au contraire, elle l'a freiné et n'a servi qu'à renforcer la droite dure ainsi que les fractions les plus conservatrices et chauvines du mouvement ouvrier. Une chose paraît certaine en

34 Marc Vuilleumier, «La grève générale...», p. 9.

tout cas : l'image de l'étranger, qui sert à la fois de bouc émissaire sur lequel il est commode de se défaire et de repoussoir sur lequel se construit un discours nationaliste aux accents xénophobes et antisémites, en sort profondément et durablement affectée. Consacré à la Grève générale et à l'immigration de guerre, l'article de Silvia Arlettaz montre que, lorsque les événements de novembre éclatent, un argumentaire déjà bien rodé permet au bloc bourgeois-paysan de présenter la situation comme la résultante non suisse de l'influence délétère des étrangers sur la politique intérieure – le mythe du complot bolchevique étant, là encore, convoqué avec succès. C'est ainsi que, non sans la complaisance ultérieure d'une partie du mouvement ouvrier, par ailleurs stigmatisé durant la guerre pour son engagement en faveur des déserteurs et réfractaires réfugiés en Suisse, la Grève générale sera instrumentalisée avec succès par la droite nationaliste pour obtenir des autorités qu'elles mettent en place une politique migratoire dite défensive, calquée sur les besoins du marché national. Ce sera chose faite avec la première loi fédérale sur les étrangers de mars 1931 qui orientera toute la politique migratoire suisse jusqu'au début du XXI^e siècle.

On ne trouvera pas dans ce numéro de contribution qui propose un état actuel complet de la recherche ni un bilan historiographique des travaux publiés depuis la sortie, en 1968, de l'œuvre maîtresse de Willi Gautschi. On renverra ici à l'article déjà signalé de Marc Vuilleumier, paru en 1977, et à la postface de Hans Ulrich Jost à la troisième édition du livre de ce même Gautschi, publiée en 1988 chez Chronos.³⁵ Ces deux textes n'ont – hélas – guère vieilli et complèteront utilement la mise au point publiée par Bernard Degen dans le présent volume et l'article historiographique récent de Roman Rossfeld.³⁶

La paysannerie, en revanche, n'est pas absente du présent numéro, du moins indirectement, via la contribution que proposent Juri Auderset et Peter Moser sur la réflexion théorique menée par le mouvement ouvrier au sujet de la question agraire. Il n'a toutefois pas été possible, comme nous l'aurions souhaité, de donner dans ce numéro un juste prolongement aux travaux de Bernard Chevalley et de Werner Baumann.³⁷ La question de savoir pour quelles raisons la paysannerie organisée s'est montrée si hostile au mouvement ouvrier et jusqu'à quel point elle a poussé et participé à la répression de la Grève mériterait d'être reposée

35 Hans Ulrich Jost, « Der historische Stellenwert des Landesstreiks », postface à Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918...*, pp. 1-xv, repris dans Hans Ulrich Jost, *À tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, 2005, pp. 187-203.

36 Roman Rossfeld, « Streik! Wege und Desiderate der Forschung zur Geschichte des schweizerischen Landesstreiks vom November 1918 » *Archiv für Sozialgeschichte*, 2017/57, pp. 413-437.

37 Bernard Chevalley, « L'attitude des organisations paysannes. L'Union suisse des paysans et la Société d'agriculture du canton de Zurich », in Marc Vuilleumier et al. (éd.), *La grève générale de 1918...*, pp. 211-254; Werner Baumann, *Bauernstand und Bürgerblock. Ernst Laur und der Schweizerische Bauernverband 1897-1918*, Zürich, 1993.

aujourd'hui : elle figurait en bonne place de notre table des matières idéale. Cette thématique, sans doute à affiner à la lumière des recherches actuelles sur l'histoire du monde rural, sera toutefois traitée par ces mêmes Juri Auderset et Peter Moser dans le volume, déjà signalé, à paraître sous la direction de R. Rossfeld, C. Koller et B. Studer.³⁸ Reste que, replacée dans la configuration lourde du bloc bourgeois-paysan – problématique évoquée par Hans Ulrich Jost en conclusion de sa contribution au présent volume – la Grève générale et, plus largement, la montée des conflictualités sociales durant la Première Guerre mondiale, semblent avoir joué un rôle important dans la politisation croissante d'un monde paysan de moins en moins critique à l'égard du capitalisme.

Rappelons à cet égard que, dès 1917, les milieux agricoles, inquiets des éventuels compromis que pourraient passer les partis bourgeois traditionnels avec les sociaux-démocrates et soucieux de faire valoir leurs intérêts spécifiques, commencent à se doter de partis à l'échelon cantonal. La perspective de l'introduction du vote à la proportionnelle au niveau fédéral – revendication, entre autres portées par le Comité d'Olten au premier point de son programme – leur ouvre la possibilité d'être représentés à l'échelon national par leurs propres organisations partisans et non plus par le truchement traditionnel des partis bourgeois : la première élection du Conseil national à la proportionnelle leur procure aussitôt 29 sièges au parlement, avant que le premier représentant agrarien du Parti des paysans, artisans et bourgeois, ancêtre de l'actuelle UDC, n'accède, en 1929 déjà, au Conseil fédéral.

Malheureusement, des problèmes de santé ont empêché Andreas Thürer de nous livrer à temps son article sur la manière dont la Grève générale aurait contribué à résoudre la question du fossé entre Alémaniques et Romands – question qui mériterait elle-même un examen critique – en stimulant les gardes civiques et les droites à se consolider, par-delà la diversité de leurs référentiels politiques respectifs, en un front national commun contre le mouvement ouvrier.³⁹

Ce numéro des *Cahiers* de l'AÉHMO et de *traverse* se veut être une contribution d'étape, de chercheurs et de chercheuses, à une histoire, toujours en mouvement, de la Grève générale de novembre 1918. Et non pas une réponse politique au fantasme, dernièrement ressurgi dans l'espace public, de la Grève générale comme complot bolchevique.⁴⁰ On savait ce mythe itératif : forgé, comme on

38 Voir note No 23.

39 On mentionnera également les travaux de Dorothe Zimmermann, «Den Landesstreik erinnern. Antikommunistische Aktivitäten des Schweizerischen Vaterländischen Verbandes 1919-1948», *Revue suisse d'histoire*, 2013/3, pp. 479-504; cf. aussi Andreas Thürer, *Der Schweizerische Vaterländische Verband 1919-1930/31*, 3 volumes, thèse de doctorat de l'Université de Bâle (Prof. Josef Mooser), 2010, non publiée.

40 Christoph Blocher, «Robert Grimm. Bürgerschreck und Bürgerkrieger», *Die Weltwoche*, 22.01.2018.

l'a vu, dans le feu même de l'action pour discréditer le mouvement ouvrier et diffuser un discours de haine xénophobe, sans cesse repris depuis par la droite nationaliste à des fins de lutte idéologique et politique, on le croyait à jamais consumé par les acquis de la recherche historique. Voilà cependant que, à l'occasion du centième anniversaire de la Grève générale, le fantasme renaît de ses cendres. Due aux dernières trouvailles d'un conseiller fédéral UDC à la retraite, la résurrection provocatrice de ce phénix idéologique ouvrira peut-être un débat d'envergure nationale, mais qui sera parfaitement régressif du point de vue scientifique : assurément, l'avenir de la recherche sur la Grève générale ne peut consister à répondre indéfiniment aux questions depuis longtemps résolues par les travaux historiques sur le sujet.

Malik Mazbouri, Patrick Auderset, Florian Eitel, Marc Gigase, Daniel Krämer, Matthieu Leimgruber, Marc Perrenoud, François Vallotton



Affiche du Parti socialiste zurichois pour la campagne électorale de 1919 /
Wahlplakat der Sozialdemokratischen Partei des Kantons Zürich für die National-
ratswahlen 1919. Schweizerisches Sozialarchiv F Pb-0003-188.



Den heimkehrenden
Soldaten
zum Dank für den Schutz des Vaterlandes
November 1918
Die Bürgerschaft von Langnau

Dem FÜS. STEFFEN ULR. ^{III}/₃₇

Témoignage de reconnaissance de la bourgeoisie de Langnau à Ulrich Steffen pour son engagement militaire lors de la Grève générale /

Dankeskarte der Bürgerschaft von Langnau an Ulrich Steffen für seinen Militäreinsatz anlässlich des Landesstreikes. NMB Nouveau Musée Bienne / Neues Museum Biel Photoalbum Wiedmer Graveur Atelier 2015.0185.

Der Landesstreik von 1918

Krisen, Konflikte, Kontroversen

Editorial

Im Hinblick auf den hundertsten Jahrestag des Landesstreiks vom November 1918 wurden zahlreiche Initiativen ergriffen, um dieser bedeutenden und wohl seit dem Sonderbundskrieg von 1847 tiefsten Krise der modernen Schweiz zu gedenken. So sehr man erwarten konnte, dass dieses Ereignis nicht nur in den direkt interessierten Kreisen – unter Historikerinnen, Historikern und im Gewerkschaftsmilieu –, sondern auch in einer breiteren Öffentlichkeit ein bedeutendes Echo finden würde, fallen doch die Anzahl und die Vielfalt der Gedenkveranstaltungen sowie ihre bisweilen widersprüchlichen Absichten auf. Dies zeigt, dass dieser ein Jahrhundert alte Konflikt kaum etwas von seiner politischen Bedeutung verloren hat, ganz im Gegenteil.

Während nämlich einerseits die konservative Rechte zumindest symbolisch die Konfrontation mit der Linken über eine polemische und ideologisch gefärbte Sicht auf den Landesstreik nachzuspielen versucht, wird über kulturelle Produktionen ein eher konsensorientiertes Verständnis dieser Konfliktphase vermittelt. Auch sie laufen Gefahr, sich über die historischen Realitäten hinwegzusetzen und den Landesstreik teleologisch als Gründungsakt einer schweizerischen Konsenskultur und des sozialen Friedens zu deuten. Zu verweisen ist hier nur auf zwei symbolträchtige Kulturerzeugnisse: Die von der SRG produzierte *Docufiction* von Hansjörg Zumstein *Generalstreik 1918. Die Schweiz am Rande eines Bürgerkriegs* betont in dramatischer Weise das Verantwortungsbewusstsein sowohl der wichtigsten Arbeiterführer als auch der Bundesbehörden, dank dessen eine mörderische Konfrontation habe verhindert werden können.¹ Eine ähnliche Stossrichtung lässt sich aus dem grossen Volkstheater *1918.ch* herauslesen, das im Sommer 2018 in Olten, einem für das Ereignis symbolträchtigen Ort, organisiert wird. Auch wenn der Redaktionsschluss des vorliegenden Bands uns ein Urteil über das Schlussergeb-

1 Vgl. die Kritik von Charles Heimberg, «La Grève générale de 1918 en Suisse: un documentaire qui brouille les esprits», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, Nr. 34, 2018, S. 61–65.

Weiter ist auf den Film von Frédéric Hausammann *1918, le choc de la Grève Générale*, Lausanne, Fred Hausammann Films, 2018 hinzuweisen, den die RTS im November 2018 ausstrahlen wird.

nis nicht erlaubt, ist doch auf die politische Bedeutung dieses von Theatergruppen und Chören aus der ganzen Schweiz getragenen Spektakels hinzuweisen: «Das Theaterereignis rückt den Landesstreik als Eskalation der sozialen Gegensätze in der Schweiz und gleichzeitig als Beginn einer konsensorientierten politischen Verhandlungskultur in den Fokus.»² Obschon die Stadt Olten nicht immer stolz darauf war, ihren Namen mit diesem konfliktträchtigen Ereignis verknüpft zu sehen, unterstützt sie heute genauso wie die Solothurner Kantonsbehörden, die SBB und eine ganze Reihe anderer Erben der Gegner der Streikenden dieses grosse, vom Verein 100 Jahre Landesstreik 2018 getragene Kulturprojekt.³

Weitere Veranstaltungen befinden sich in Vorbereitung. Einige sind direkter von den Ergebnissen der historischen Forschung inspiriert. Wir verweisen hier nur auf zwei Ausstellungen: Die eine ist im NMB Neues Museum Biel unter dem Titel *1918 Krieg und Frieden* bereits zu sehen, eine weitere wird das Schweizerische Sozialarchiv im November 1918 im Landesmuseum Zürich organisieren. Alle diese Aktivitäten bezeugen die starke gesellschaftliche Nachfrage, die sich anlässlich von Jahrestagen und Gedenkanklässen und besonders auffällig in den letzten Jahren bemerkbar macht; man denke nur an den hundertsten Jahrestag des Beginns des Ersten Weltkriegs und der Russischen Revolution oder auch an den fünfzigsten Jahrestag von «1968». An dieser Nachfrage richtet sich die Verlagsproduktion, aber auch die historische Forschung stark aus.⁴ Sie bietet somit neue Gelegenheiten, das Wissen über die Vergangenheit zu prüfen und zu vertiefen, kann aber auch Ansprüche an die Forschung stellen, die sich bisweilen schlecht mit wissenschaftlichen Standards vertragen.

Die Art, wie die schweizerische Arbeiterbewegung und spezifischer die Gewerkschaftsführungen im Lauf der Zeit an den Landesstreik erinnert haben, bringt offensichtlich zum Ausdruck, wie sie dieses Ereignis wahrgenommen, als Bewusstsein stiftendes Symbol verinnerlicht haben oder nicht, und wie sie dieses zur Entwicklung der eigenen Kampfpraxis in Beziehung setzten. Während es für

2 Aus der Vorstellung des Projekts. <https://1918.ch/1918-ch>, 13. 4. 2018.

3 Dieser Verein hat das Patronat über die Veranstaltung übernommen und verkörpert diesen vermittelnden Ansatz. Er wird von der ehemaligen freisinnigen Regierungsrätin Esther Gassler präsiert und ihm gehört auch der sozialdemokratische Solothurner Ständerat Roberto Zannetti an. <https://1918.ch/traegerschaft>, 13. 4. 2018.

4 Als Beispiele für die historische Forschung verweisen wir auf folgende in der letzten Zeit vom SNF unterstützte Projekte: «Die Schweiz im Ersten Weltkrieg: Transnationale Perspektiven auf einen Kleinstaat im totalen Krieg» (Universitäten Zürich, Genf und Luzern, 2012–2015), «Le spectacle de la révolution. Histoire des commémorations de la révolution russe d’Octobre 1917» (Universität Lausanne, 2014–2017), «Krieg und Krise. Kultur-, geschlechter- und emotionshistorische Perspektiven auf den schweizerischen Landesstreik vom November 1918» (Universität Bern, 2016–2019). Auch eine ambitionöse Untersuchung zu den Veteranen des Ersten Weltkriegs wurde lanciert: «Wages and the great war: evidence from the largest draft lottery in history» (Universität Zürich, 2018–2021).

eine Bilanz des hundertsten Jahrestags noch zu früh ist, möchten wir hier einige kurze Bemerkungen zu Gedenkanklässen zum fünfzigsten Jahrestag anbringen, die für sich allein schon Gegenstand eines Artikels sein könnten.

Die folgenden Aussagen wären noch zu überprüfen und zu vertiefen, doch scheint es tatsächlich so, als ob der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) diesen Jahrestag fast widerwillig feierte,⁵ als ob diese äusserst konfliktgeladene Episode der Klassenbeziehungen in der Schweiz zu einer belastenden Erinnerung für die Führer einer Arbeiterbewegung geworden wäre, die sich entschieden reformistisch gab und in Zusammenarbeit mit dem Staat und der Unternehmerschaft die Entwicklung von Vertragsbeziehungen zwischen den «Sozialpartnern» vertrat.⁶ Zwar organisierte der SGB am 16. November 1968 in Olten einen ausserordentlichen Kongress mit rund 500 Teilnehmern. Aber ganz offensichtlich vertrat die Erwähnung dieses, so ein Redaktor der *Gewerkschaftlichen Rundschau*, «schmerzhaften Jahrestags» eher schlecht mit dem seit der Zwischenkriegszeit entwickelten Habitus.⁷ Umgekehrt inspirierte er die drei Redner des Tages zu interessanten dialektischen Synthesen über die Lehren und Aufrufe zur Mässigung, die man aus den Ereignissen des Novembers 1918 ziehen sollte.⁸

5 Vgl. Séveric Yersin, *Willi Gautschi (1920–2004) et la Grève générale de 1918: écrire, réécrire l'histoire*, Masterarbeit Universität Lausanne, 2017/18, S. 167–188.

6 Nach dem Wortlaut einer Rede, die SGB-Sekretär Giacomo Bernasconi im Sommer 1968 vor dem Schweizer Verband Volkdienst Soldatenwohl hielt; publiziert in «50 Jahre Beziehungen zwischen den Sozialpartnern», *Gewerkschaftliche Rundschau*, Nr. 60, Heft 11, 1968, S. 318–327; Séveric Yersin, *Willi Gautschi (1920–2004)*, S. 181.

7 J. M. [Jean Möri], «Le tournant de 1918», *Revue syndicale suisse*, Nr. 60, Heft 11, 1968, S. 305.

8 Die französischsprachige Fassung der gehaltenen Reden wurde in der *Revue syndicale suisse*, Nr. 12, Dezember 1968, S. 337–358, vollständig abgedruckt. Das musikalische Programm, das Barock mit Unterhaltungsmelodien verband und mit einer politischeren Note schloss, würde für sich allein eine spezifische Analyse verdienen. «Unter der Leitung von Peter Escher, eröffnete das Stadtorchester Olten die Feier mit dem Concerto grosso III in F-Dur von Scarlatti. Nach der Feier erfreute ein Konzert der Eisenbahnermusik das Publikum mit leichter amerikanischer und Wiener Musik [...]. Der Schluss dieser Feier war besonders bewegend. Begleitet von der Eisenbahnermusik stimmten die Teilnehmer stehend das Lied «Brüder, zur Sonne, zur Freiheit» an, dessen Text von den vorausschauenden Organisatoren im Programm dieses Gedenktages abgedruckt worden war» (S. 337 f.). Dabei handelte es sich um das bekannte, Ende des 19. Jahrhunderts vom Russen Léonid Radin geschriebene Lied, das in mehrere Sprachen übersetzt und mehrfach umgearbeitet wurde. Es wurde zum Klassiker des lyrischen Repertoires sowohl der sozialdemokratischen als auch der kommunistischen oder stalinistischen Linken in den beiden deutschen Staaten. Es wäre interessant, den in Olten gesungenen Liedtext zu betrachten. Hier ist noch festzuhalten, dass der deutschsprachige Bericht in einigen Punkten von der Schilderung der *Revue syndicale* abweicht; vgl. Schweizerischer Gewerkschaftsbund, *Protokoll des 39. (ausserordentlichen) Gewerkschaftskongresses 1968 zur Erinnerung an den Generalstreik 1918. Samstag, 16. November 1918 im Rest. Olten-Hammer in Olten/SO*, Olten, o. J. (die Autoren danken Adrian Zimmermann für den Hinweis auf diesen merkwürdigen Umstand, der eine weitere Abklärung verdienen würde).

So zog der SGB-Präsident und sozialdemokratische Nationalrat Hermann Leuenberger (1901–1975) folgende Lehren:

Vor allem eine Einsicht drängt sich aus dem Generalstreik auf. Nämlich die, zu welcher aussichtslosen Verhärtungen eine ideologische Klassenentfremdung führen muss. Das Bemühen um gegenseitiges Verstehen und der Wille, Verständigungslösungen zu suchen sind für eine Demokratie, und insbesondere für die unsrige, lebensnotwendig.⁹

Zudem ist daran zu erinnern, dass der SGB aus Anlass des fünfzigsten Jahrestags zwei historische Werke in Auftrag gab.¹⁰ Das eine, umfangreichere (mehr als 400 Seiten) und auf Deutsch verfasste Buch stammt von Paul Schmid-Ammann, Agronom ETH, der ursprünglich aus der bäuerlichen Linksopposition der 1930er-Jahre kam und später Redaktor der Zeitung *Volksrecht* wurde. Das andere Buch wurde mit der etwas eigenartigen Begründung, dass «eine vollständige Übersetzung des Buchs von Schmid-Ammann nicht in Frage kommen könne»,¹¹ beim Westschweizer Gewerkschafter Constant Frey in Auftrag gegeben, der ein kürzeres (200 Seiten), an ein französischsprachiges Publikum gerichtetes Buch lieferte.

Die beiden Werke, die man im Kontext ihrer Publikation lesen sollte, weisen mehrere gemeinsame Punkte auf, wobei sich Frey teilweise auf die Arbeit von Schmid-Ammann stützte, der Archivquellen ausgewertet hatte, aber auch einige Unterschiede aufweisen, die genauer untersucht werden sollten: So ziehen Schmid-Ammann und Frey beide eine positive Bilanz der historischen Folgen des Landesstreiks, doch Frey drückt auch eine grosse Skepsis bezüglich der Effizienz des Streiks als Kampfmittel aus, dem er das Modell einer «vertragsorientierten Gewerkschaftsarbeit» gegenüberstellt.¹² Beide Bücher standen bald teilweise im Schatten des Standardwerks von Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, das in

9 Schweizerischer Gewerkschaftsbund, *Protokoll des 39. (ausserordentlichen) Gewerkschaftskongresses 1968*, S. 19.

10 Paul Schmid-Ammann, *Die Wahrheit über den Generalstreik von 1918. Seine Ursachen, sein Verlauf, seine Folgen*, Zürich, 1968, und Constant Frey, *La grève générale de 1918*, Genève, 1968.

11 So Georges Diacon, Vizepräsident, und Jean Möri, Sekretär des SGB, in ihrem Vorwort zum Buch von Constant Frey, *La grève générale de 1918*, S. 9; vgl. auch Séveric Yersin, *Willi Gautschi (1920–2004)*, S. 181.

12 «[...] unsere vertragsorientierte Gewerkschaftsarbeit ist viel effizienter als die in einigen Nachbarländern beliebte ständige Anwendung von Streikstafetten und Generalstreiks», Constant Frey, *La grève générale de 1918*, S. 202.

demselben Jahr erschien und, wie übrigens dasjenige von Schmid-Ammann, bis heute nicht auf Französisch übersetzt wurde.¹³

Abgesehen von einigen Gegnern der Politik des «Arbeitsfriedens» schien der Landesstreik die Gewerkschaftsführer von 1968 jedenfalls in seiner subversiven Dimension weder zu inspirieren noch zu faszinieren – wenn er ihnen nicht gar peinlich war.¹⁴ Die zunehmend knappere Behandlung des Landesstreiks in den Jubiläumsschriften der Arbeiterbewegung zeugt ebenfalls von der wachsenden zeitlichen und inhaltlichen Distanz zum Ereignis. Während eine zum Fünfzig-Jahre-Jubiläum der Gründung des SGB erschienene Monografie Anfang der 1930er-Jahre dem Landesstreik noch acht von insgesamt 572 Seiten widmete, wird das Ereignis in einer allerdings viel schmaleren (271 Seiten), zum Hundert-Jahre-Jubiläum und nur auf Französisch erschienenen Publikation grösstenteils in zwei vom Historiker Roland Ruffieux verfassten Abschnitten abgehandelt.¹⁵

Erst zum achtzigsten Jahrestag 1998 erlebte der Landesstreik sozusagen eine zweite Jugend bei der institutionellen Linken. Anlässlich des SGB-Kongresses wurde der Historiker Sébastien Guex eingeladen, einen Vortrag mit dem Titel «Der Generalstreik vom November 1918 und seine heutige Aktualität» zu halten, der in eine Publikation aufgenommen wurde, die auch einen Beitrag des SGB-Präsidenten Paul Rechsteiner enthielt.¹⁶ Damals ging der gewerkschaftliche Dachverband nicht nur auf die Geschichte des Landesstreiks ein, sondern betonte auch dessen Bedeutung für die aktuellen Kämpfe. Seit damals sind mehrere gewerkschaftliche Broschüren über Streiks erschienen, welche historische Überblicke enthalten, die die Erinnerung an den Landesstreik gerne als Stütze für zukünftig zu führende Kämpfe wachhalten.¹⁷ Die Sozialdemokratische Partei der

13 Vgl. dazu den Artikel von Séveric Yersin im vorliegenden Band und seine Masterarbeit *Willi Gautschi (1920–2004)*, S. 167–188.

14 Wie ein 1968 vom SGB organisiertes Seminar zeigt, das Marc Vuilleumier im Kapitel «Introduction générale», ders., *Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse 1864–1960*, Lausanne, Genève, 2015, S. 52 f., kommentiert. Demgegenüber Claude Cantini, «La grève générale de 1918 dans son contexte économique et social», *Les services publics*, Nr. 36–43, September bis Oktober 1968, neu aufgelegt in ders., *Pour une histoire sociale et antifasciste. Contributions d'un autodidacte*, Lausanne, 1999, S. 104–139.

15 Vgl. Friedrich Heeb, *Der Schweizerische Gewerkschaftsbund*, Bern, 1930, S. 152–160, und *Un siècle d'Union syndicale suisse 1880–1980*, Fribourg, 1980, S. 23.

16 Sébastien Guex, «Der Generalstreik vom November 1918 und seine heutige Aktualität», Paul Rechsteiner, Sébastien Guex, *Der schweizerische Generalstreik 1918 und seine aktuelle Bedeutung. Zwei Beiträge* (SGB-Dok, Nr. 63), Bern, 1999, S. 3–10.

17 SGB (Hg.), *Streiks in der Schweiz. Zeichen der Veränderung*, Bern, 2000; SGB (Hg.), *Streiken wirkt. Arbeitskämpfe in der Schweiz. 90 Jahre Generalstreik*, Bern, 2008. Auch die Festschrift zum 125-Jahre-Jubiläum enthält dazu mehrere Seiten: Bernard Degen et al. (Hg.), *Vom Wert der Arbeit. Schweizer Gewerkschaften – Geschichte und Geschichten*, Zürich, 2006.

Schweiz gewährt dem Landesstreik ihrerseits einen recht umfangreichen Raum in dem zum 125. Jahrestag ihrer Gründung erschienenen Sammelband.¹⁸

Diese Entwicklung hängt mit den grundlegenden, von der Wirtschaftskrise und der neoliberalen Offensive der 1990er-Jahre verursachten Veränderungen in den Arbeitsverhältnissen zusammen. Die Zuspitzung der sozialen Beziehungen veranlasste die Lohnabhängigen und ihre Interessenvertreterinnen und -vertreter, wieder häufiger in den Streik zu treten, der damit wieder eine stärkere Bedeutung unter den von den schweizerischen Gewerkschaften angewandten Aktionsformen gewann.¹⁹ Im Hinblick auf den hundertsten Jahrestag und mit der Absicht, frühzeitig zu intervenieren, um die Eckpunkte der Debatte zu bestimmen, zog der SGB den Beginn der Gedenkveranstaltungen vor und organisierte am 15. November 2017 eine historische Tagung, die das Ziel verfolgte, den Stand der wissenschaftlichen Forschung zu präsentieren und die Interpretationen dieses Schlüsselmoments in der Entwicklung der Arbeiterbewegung zu diskutieren. Die Tagung bot einerseits gewiss einen Anlass, die rasch nach den Novemberereignissen von Robert Grimm und den wichtigsten Arbeiterführern vertretene Interpretation der «siegenden Geschlagenen» zu verbreiten, die übersetzt in aktuelle Begriffe zu «Streiken wirkt!» wird. Aus der Distanz eines Jahrhunderts wird der Landesstreik damit für die heutigen Gewerkschaftsführer zu einer entscheidenden Etappe der Modernisierung der schweizerischen Gesellschaft, die ihrerseits von einer Arbeiterbewegung getragen werde, die das Erbe der Radikalen von 1848 angetreten habe.²⁰ Über diese politische Legitimationsübung hinaus war das Kolloquium aber vor allem der Anlass für eine vertiefte historische Diskussion, an der zahlreiche Spezialisten teilnahmen.²¹ Der weitere Verlauf der Erinnerungsaktivitäten hat schliesslich gezeigt, dass der SGB mit seinem präventiven Vorgehen in Sachen Interpretation des Streiks nicht falsch lag, denn im Januar 2018 versuchte die konservative Rechte wenig überraschend, dem mumifizierten alten Mythos vom Landesstreik als einem bolschewistischen Aufstandsversuch neues Leben einzuhauchen, wir kommen darauf noch zurück.

Doch die Veränderung der Zeiten bietet nicht nur einen Anlass für Gedenkveranstaltungen. Der fünfzigste Jahrestag fiel seinerzeit mit der Aufhebung der gesetzlichen Sperrfristen für bisher der Forschung unzugängliche Archivbestände

18 *Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans Parti socialiste suisse. Einig – aber nicht einheitlich*, Zürich, 2013, S. 112–118 und 130–137.

19 Andreas Rieger, «Ein neuer Zyklus von Arbeitskämpfen», Vania Alleva, Andreas Rieger (Hg.), *Streik im 21. Jahrhundert*, Zürich, 2017, S. 149–157. Dieser Band liegt auch französisch und italienisch vor.

20 Vgl. die Begrüssungsrede des SGB-Präsidenten Paul Rechsteiner, die hier abgedruckt ist: SGB (Hg.), *100 Jahre Landesstreik. Ursachen, Konfliktfelder, Folgen. Reader zur Tagung vom 15. 11. 2017*, Bern, 2018, S. 3–7.

21 Ebd.

zusammen und stand zwar nicht für eine vollständige Neuinterpretation, aber doch mindestens für eine wichtige Wende in der Geschichtsschreibung über den Landesstreik. Wenn es sicher noch zu früh ist, um abschätzen zu können, was der hundertste Jahrestag in dieser Hinsicht bewirken wird, wäre doch zu wünschen, dass er dank der Forschungsprojekte, die er schon angeregt hat, auch zum Anlass wird, das etwas verschüttete Interesse an sozialhistorischen Thematiken zu erneuern.

Die Idee, eine Sondernummer von *traverse* dem Landesstreik zu widmen, verfolgt diese Perspektive. Sie entstand Ende 2014 und nahm im Sommer 2015, als ein erster Gesamtplan für den Band entstand, weiter Gestalt an. Von Anfang an wurden einige Grundsätze aufgestellt: Soweit möglich sollte es darum gehen, eine Sammlung von Beiträgen vorzulegen, die auf der Grundlage eines aktuellen bibliografischen Forschungsstands zu einzelnen mit dem Landesstreik verbundenen wichtigen Thematiken neue Forschungsperspektiven aufzeigen sollten, dies gemäss dem Modell, das *traverse* schon im Rahmen der Reihe über die schweizerische Historiografie vorgelegt hat.²² Damals wurde ein provisorisches Inhaltsverzeichnis erarbeitet und von der Redaktion verabschiedet. Auch die Vereinigung für das Studium der Geschichte der Arbeiterbewegung (AÉHMO) plante im Hinblick auf den hundertsten Jahrestag, eine der nächsten Ausgaben ihrer *Cahiers* dem Landesstreik zu widmen, weshalb Anfang 2016 eine Kontaktaufnahme zwischen den beiden Redaktionsteams stattfand. Diese kamen schliesslich überein, eine gemeinsame Sonderausgabe anzustreben.²³

Unsere jeweiligen Verlage, Editions d'en bas in Lausanne und Chronos in Zürich, waren von der Idee begeistert, die Kräfte zu bündeln, statt sie auf zwei sich zwangsläufig konkurrierende Projekte zu zersplittern. Alles in allem bot der hundertste Jahrestag des Landesstreiks einen idealen Anlass zu einer die Sprachbarrieren überwindenden Kooperation zwischen zwei Verlagen, die, wie ihre Kataloge zeigen, auf beiden Seiten des Röstigrabens eine bedeutende Rolle in der Verbreitung von Arbeiten zur Sozialgeschichte und zur Geschichte der Arbeiterbewegung gespielt haben.

Dabei kann daran erinnert werden, dass Editions d'en bas und Chronos nicht zum ersten Mal gemeinsam als Verleger auftreten: Vor zwanzig Jahren legten sie gemeinsam den Band *Histoire sociale et mouvement ouvrier – Sozialge-*

22 «Wirtschaftsgeschichte in der Schweiz: eine historiographische Skizze», *traverse*, Nr. 17/1, 2010; «Sozialgeschichte der Schweiz – eine historiographische Skizze», *traverse*, Nr. 18/1, 2011; «Kulturgeschichte in der Schweiz – eine historiographische Skizze», *traverse*, Nr. 19/1, 2012; «Politikgeschichte in der Schweiz – eine historiografische Skizze», *traverse*, Nr. 20/1, 2013.

23 Wir verweisen hier ebenfalls auf die mit den Herausgebern und der Herausgeberin des Bands Roman Rossfeld, Christian Koller, Brigitte Studer (Hg.), *Der Landesstreik. Die Schweiz im November 1918*, Baden, 2018, ausgetauschten Informationen.

schichte und Arbeiterbewegung. 1848–1998 vor, der damals auf Anregung der AÉHMO entstand.²⁴ Zu diesem als alternativer Beitrag zum 150. Jahrestag der Bundesstaatsgründung angelegten Band trugen fünfzehn Autorinnen und Autoren aus der deutsch-, französisch- und italienischsprachigen Schweiz bei. Er enthielt historiografische Bilanzen und prospektive Forschungsbeiträge. Er ist noch heute ein Standardwerk, dies umso mehr, als die von ihm eröffneten Forschungsperspektiven überwiegend kaum weiterverfolgt wurden: Seit Ende des letzten Jahrhunderts ist das Interesse jüngerer Forscherinnen und Forscher an der Sozialgeschichte und der Geschichte der Arbeiterbewegung, die auch an den Universitäten kaum mehr gelehrt wird, in einem starken Rückgang begriffen.

Diese Abwendung ist sicher auch im folgenden Band spürbar. Obschon frühzeitig vorbereitet, mit dem Ziel, den Beitragsautoren die Möglichkeit zu bieten, ihr Material mit allfälligen Ad-hoc-Forschungen zu ergänzen, konnten einige Themen schliesslich nicht oder nicht in ihrer ganzen Tiefe behandelt werden. Von Anfang an waren wir uns einig, dass die Ausrichtung dieser Ausgabe sowohl eine komparative, also nicht allein auf die Schweiz beschränkte, und eine nationale Dimension, im Sinne einer transregionalen, aufweisen sollte. In Bezug auf die vergleichende Perspektive hat Marcel van der Linden die Herausforderung sehr gut bewältigt. Sein Artikel stellt die Ereignisse vom November 1918 in den Rahmen einer kurz- und mittelfristig angelegten internationalen Geschichte der sozialen Konflikte. Betreffend die nationale Dimension ist die Bilanz eher durchzogen, denn es ist klar, dass es nicht genügt, einfach Autoren und Verlage aus den unterschiedlichen Sprachregionen der Schweiz zusammenzubringen, damit eine wirklich in gesamtschweizerischen Dimensionen denkende Geschichtsschreibung herauskommt.

Im Fall des Generalstreiks vom November 1918 ist diese nationale Dimension – auf Deutsch mit dem Begriff Landesstreik besser angedeutet – besonders problematisch: Konzentriert man sich allein auf die Ereignisse im Herbst 1918, die bekanntlich vom Geschehen in der Deutschschweiz, vor allem den Städten Zürich, Bern und Basel, ausgingen, scheint die Mobilisierung in der französisch- und italienischsprachigen Schweiz geringer, das Tessin stand weitgehend im Abseits. Es scheint daher schwierig, selbst als sprachliche Vereinfachung und selbst wenn man berücksichtigt, dass der Hauptschauplatz des Konflikts in den Gravitationszentren der wirtschaftlichen und politischen Macht der Schweiz lag, von einem «landesweiten» Generalstreik zu sprechen.

Unsere erste Idee war hier, diese Frage anders zu stellen, uns zum einen von der kurzfristigen Chronologie der Ereignisgeschichte zu lösen, zum andern den Lan-

24 Brigitte Studer, François Vallotton (Hg.), *Histoire sociale et mouvement ouvrier – Sozialgeschichte und Arbeiterbewegung. 1848–1998*, Lausanne, Zürich, 1997.

desstreik nicht nur in seinen Epizentren zu studieren. Mit anderen Worten ging es darum, die Fragestellung von den wenigen Wochen vor und nach dem Landesstreik auf alle Formen von Mobilisierungen der werktätigen Schichten während und unmittelbar nach dem Ersten Weltkrieg auszuweiten und den Blick auf unterschiedliche Regionen der Schweiz zu lenken und nicht nur dorthin, wo dem Aufruf des Oltener Aktionskomitees tatsächlich gefolgt wurde. Die drei Fallstudien, die wir in diesem Band publizieren und die Gabriele Rossi zum Tessin, Adrian Zimmermann zu den Kantonen Bern und Aargau und Marc Perrenoud zu La Chaux-de-Fonds verfasst haben, gehen in diese Richtung und machen neues Quellenmaterial zum Thema bekannt. Alle drei fordern dazu auf, die Frage nach der nationalen Dimension des Landesstreiks anders zu formulieren, indem sie diesen mit einer längeren Sequenz von durch die tiefgreifende Verschlechterung der Lebensbedingungen ausgelösten Protestbewegungen, mit dem Vollmachtenregime, dem zunehmenden Antimilitarismus in Zusammenhang bringen und last, but not least, den Landesstreik in den seit 1916 von einer heftigen Zunahme sozialer Kämpfe geprägten internationalen Kontext stellen. Offensichtlich sollte man die Kartografie und den Rhythmus der Radikalisierung in der Schweiz mit unterschiedlichen regionalen politischen Konstellationen, spezifischen Traditionen der Arbeiterschaft und dem jeweiligen lokalen sozioökonomischen Gefüge in Bezug setzen: Ein zu enger Fokus auf Zürich, so zentral die Rolle dieser Stadt bei der Auslösung und im Verlauf der Ereignisse auch war, kann zu einem Verzicht darauf führen, sich solche Fragen zu stellen und sich die Mühe zu machen, den Landesstreik in seiner nationalen, aber auch internationalen und in grösserer zeitlicher Dimension als eine unter anderen möglichen Formen des sozialen Protests zu verstehen. Dieser Perspektive verpflichtet ist der Artikel von Christian Koller, welcher den Landesstreik in den Zusammenhang einer Geschichte des Streiks in der Schweiz stellt.

Es ist festzuhalten, dass eine eigentliche Sozialgeschichte der Ereignisse vom November 1918 noch zu schreiben ist. Weitgehend bekannt ist die unverzichtbare Ereignisgeschichte der Entscheidungen, die in den grossen militärischen, unternehmerischen und politischen Führungsapparaten der Schweiz inklusive derjenigen der Arbeiterbewegungen getroffen wurden. Der den Unternehmerverbänden gewidmete Artikel von Pierre Eichenberger zeigt, dass diese bereits vor dem Ersten Weltkrieg mit der Möglichkeit eines Generalstreiks rechneten. Sie bereiteten sich lange darauf vor, besonders indem sie sich mit ihren europäischen Schwesterorganisationen austauschten, sodass sie keineswegs von den Ereignissen überrascht wurden, wie bisweilen behauptet wurde. Der Artikel macht völlig neues Material zur Frage zugänglich, wie die herrschenden Klassen diesem kritischen Moment der sozialen Auseinandersetzung gegenübertraten. Gleichzeitig verweist Eichenberger auf den hohen Wert, den die Archive der Unternehmerverbände, insofern sie zugänglich sind, generell für das Studium der

Arbeiterbewegung und der sozialen Konflikte haben. Schliesslich regt der Beitrag dazu an, die Geschichte der sozialen Bewegungen und ihrer Unterdrückung während und unmittelbar nach dem Ersten Weltkrieg in einer vergleichenden und transnationalen Perspektive zu untersuchen.²⁵

Elisabeth Joris analysiert die Stellungnahmen der bürgerlichen und sozialdemokratischen Frauenorganisationen zum Landesstreik. Anhand der Diskussion um den zweiten Punkt der neun Forderungen des Oltener Aktionskomitees, Einführung des passiven und aktiven Frauenwahlrechts, veranschaulicht sie die starken Spannungen, denen die Geschlechter- und Klassensolidarität ausgesetzt war. Sie erinnert auch in einer stärker der «Geschichte von unten» verpflichteten Perspektive an die führende Rolle, die Frauen in den sogenannten Hungerdemonstrationen, die sich seit 1916 in verschiedenen schweizerischen Städten ereigneten, spielten.

Zweifellos wäre eine *gender history*, die eine Geschichte der Geschlechterrollen mit einer Sozialgeschichte des Geschlechts verbände, ein hochinteressantes Kapitel einer Geschichte der sozialen Mobilisierungen während des Ersten Weltkriegs. Was ist mit den Schichten, die keine anderen Spuren in den Archiven hinterlassen als die zu ihrer administrativen Kontrolle und Repression angelegten Dossiers? Was weiss man, mit andern Worten, jenseits der Parteimanifeste, der Verbandspublikationen und der Beschlüsse der Apparate von den Reaktionen der Arbeiter an der Basis und allgemeiner der Bevölkerung auf die Entbehrungen, die Unruhen und die sozialen Bewegungen dieser Epoche? Wie haben die Subalternen den Landesstreik und die von ihm gestellten Fragen, seinen Verlauf und sein Scheitern wahrgenommen? Die Geschichte der Menschen ohne Geschichte lässt sich, wir wissen es, schwer nachzeichnen.²⁶ Gleichwohl ermöglichen eine bessere Kenntnis der bestehenden Archive und die Entdeckung (oder Neuentdeckung) von weiteren Dokumentenbeständen und ihre Auswertung mit neuen oder alten Fragestellungen es vielleicht doch, eine solche Geschichte von unten zu entwickeln. Darum haben wir Christian Koller, den Direktor des Schweizerischen Sozialarchivs in Zürich, Rita Lanz, Archivarin der Gewerkschaft Unia, und Adrian Zimmermann, Historiker der Arbeiterbewegung, angefragt, die für die Erforschung des Landesstreiks nützlichen Archivbestände im In- und Ausland vorzustellen. Der Artikel von Florian Eitel stellt zwei Quellen aus Biel vor. Die eine ist eine Fotocollage, welche Szenen des Streiks der Bieler Eisenbahner, darunter die Blockade zweier Züge im

25 Vgl. dazu Robert Gerwarth, John Horne, «Vectors of Violence: Paramilitarism in Europe after the Great War, 1917–1923», *The Journal of Modern History*, Nr. 83/3, 2011, S. 489–512.

26 Vgl. dazu etwa das der Geschichte der Maschinenfabrik Saurer gewidmete Werk von Stefan Keller (*Die Zeit der Fabriken. Von Arbeitern und einer roten Stadt*, Zürich, 2001), welches das Tagebuch des Grossvaters des Autors enthält, der als Thurgauer «Dragoner» aufgeboten wurde, um die Streikenden zuerst in Zürich und dann in Schaffhausen in Schach zu halten.

Bahnhof Biel, zeigt (diese Quellenart – der Fotograf scheint den Streikenden nahegestanden zu haben – ist nicht häufig anzutreffen), die andere ein Streikbericht, der (was ebenfalls selten ist) von einem Mitglied des lokalen Streikkomitees, einem einfachen Weichenwärter, verfasst wurde.

Während die Lebensläufe der Mitglieder des Oltener Aktionskomitees und der im grossen Militärgerichtsprozess von 1919 Angeklagten meist bekannt sind, ist das bei den einfachen Mitgliedern der lokalen Streikkomitees weit weniger der Fall. Eine prosopografische Analyse der Lebensläufe dieser Vertrauensleute auf nationaler Ebene würde es ermöglichen, die Analyse zu vertiefen und vielleicht gewisse Aspekte der Geschichte der schweizerischen Arbeiterbewegung infrage zu stellen: Einige von ihnen wurden entlassen, andere entfernten sich vom Kampf für die Sache der Arbeiter oder sahen sich nach unternehmerseitigen Massregelungen gezwungen, eine selbständige Erwerbstätigkeit aufzunehmen. Andere blieben weiter in den Gewerkschaften und linken Organisationen aktiv, wobei sie mehr oder weniger erfolgreiche Karrieren durchliefen.

Im Zusammenhang mit neuen Fragestellungen sind noch einige Anmerkungen zur Herangehensweise der zwei Autoren eines kürzlich in der *Neuen Zürcher Zeitung* erschienenen Artikels anzubringen, die aus Anlass des hundertsten Jahrestags des Landesstreiks dazu aufriefen, diesen aus einer neuen Sicht zu betrachten.²⁷ Ausgehend von der These, dass die Verschlechterung der Lebensbedingungen in der zweiten Hälfte des Jahres 1918 gestoppt worden sei, da die eidgenössischen und lokalen Behörden schliesslich einige Massnahmen getroffen hätten, um die Märkte zu organisieren und das Elend zu mildern, und dass sich das politische Klima entspannt habe, wiesen die beiden Autoren die heute von der Mehrheit der Historikerinnen und Historiker vertretene Erklärung des Landesstreiks aus sozioökonomischen Ursachen als zu vereinfachend zurück. Durchaus zu Recht plädieren sie dafür, dass die sozioökonomischen Ursachen nicht ausreichen, um das Ereignis des Landesstreiks zu erfassen. Die ihnen von Willi Gautschi zugeschriebene erklärende Rolle habe schliesslich zu einer Unterschätzung der dynamischen Rolle der Lageeinschätzungen der Akteure, der allem politischen Handeln inhärenten Unsicherheit und Emotionalität, der Kämpfe innerhalb der Apparate (namentlich zwischen der Zürcher Arbeiterunion und dem OAK) und taktischer Manöver auf allen Seiten geführt.

Den Landesstreik von einer Untersuchung seiner sozialen und materiellen Ursachen her anzugehen oder ihn auf der politischen Ebene als Höhepunkt eines Klassenkampfes zwischen sozialen Gruppen mit entgegengesetzten Interessen anzusehen, verhindert es aus unserer Sicht keineswegs, ihn gleichzeitig als einen

27 Tobias Straumann, Rudolf Jaun, «Kulmination der Klassengegensätze? Die Geschichte des Landesstreiks von 1918 muss neu gedeutet werden», *Neue Zürcher Zeitung*, 31. 3. 2018.

Prozess zu betrachten, als eine offene Situation, deren Dynamik sich weitgehend den Absichten der beteiligten Akteure entzog.²⁸ Übrigens ist es, wie die Mobilisierungssoziologie von Michel Dobry zeigt, eine Eigenschaft jeder sozialen Bewegung von einer gewissen Tragweite, dass sie im Lauf ihrer Entwicklung zugleich sozusagen ihren eigenen Kontext, ihre eigene Konjunktur schafft, und dies fast unabhängig von den Ursachen, die sie geschaffen haben.²⁹ Es ist daher offenkundig, dass eine Prozessanalyse des Landesstreiks zu einem genaueren Verständnis des Verhaltens der Akteure führt, die immer im Verhältnis zur anderen Seite handeln, in einer Verkettung von wechselseitigen Antizipationen, die sie alle zu Improvisationen unter sich ständig wandelnden Umständen, die sie nicht beherrschen können, zwingen. So wünschenswert ein solcher Ansatz scheint, weil er es ermöglichen würde, einen intentionalistischen Blick auf den Streik zu überwinden, ist damit keineswegs gesagt, dass dies die Interpretation, wonach die tieferliegenden Gründe für diese einmalige politische Mobilisierung wirtschaftlicher und sozialer Natur waren, schwächen muss. Schliesslich führte eine scheinbare Verbesserung der materiellen Lage im Sommer 1918 nicht zwingend dazu, dass die von der Härte der Zeit geschaffene Verzweiflung keine direkte Rolle bei den Gründen spielte, welche die Zeitgenossen dazu brachten, sich zu empören: Erinnert sei hier nur daran, dass im Juni 1918 auf eine Bevölkerung von etwas weniger als vier Millionen Einwohnern in der Schweiz mehr als 690 000 Unterstützungsbedürftige gezählt wurden.³⁰ Und spätestens seit Ernest Labrousse weiss man, dass, auch wenn eine Wirtschaftskrise und die zunehmende Verelendung keineswegs zwingend zu einer bedeutenden politischen Krise führen müssen, ihr nichtgleichzeitiges Auftreten keineswegs die Hypothese einer starken Kausalbeziehung widerlegt.³¹

Eine Historikerdebatte zu den materiellen Gründen des Landesstreiks scheint umso wünschenswerter, als es heute sehr trendy ist, «Landesstreiknarrative» zu übernehmen. An die Stelle des von der Rechten getragenen «Narrativs» des Streiks als «bolschewistischer Verschwörung», das die Erzählungen bis zur Publikation des Standardwerks von Gautschi 1968 dominierte, sei demnach ein von der Linken getragenes neues «Narrativ» getreten, das den Streik aus einer aus der Verzweiflung der Bevölkerung über die massive Verschlechterung ihrer Lebensbedingungen entstandenen «Hungerrevolte» ableitete.³² Ganz abgesehen davon, dass man aus

28 Vgl. zu diesen Problematiken die der Geschichte von Skandalen gewidmete Nummer von *traverse*, Nr. 22/3, 2015.

29 Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, 2009 (1986).

30 Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Einsiedeln, 1968, S. 38.

31 Francis Démier, «Comment naissent les révolutions» ... cinquante ans après», *Revue d'histoire du XIX^e siècle. Cinquante ans de recherches sur 1848*, Nr. 1, 1997, S. 31–49.

32 Tobias Straumann, Rudolf Jaun, «Kulmination der Klassegegensätze».

historischer Sicht diese zwei Perspektiven auf die Gründe des Generalstreiks nicht auf dieselbe Stufe stellen kann, da die erste in den Bereich der Fiktion und der ideologischen Manipulation gehört, während die zweite eine offenkundige und von der Forschung bestätigte Tatsache ist, handelt es sich dabei auch um ein doch etwas stark vereinfachtes Verständnis der von Gautschi vertretenen Interpretation. Der Artikel von Séveric Yersin beruht auf der Sichtung des nun zugänglichen Nachlasses des Aargauer Historikers und einer gründlichen Lektüre seiner Werke. Er bietet einen neuen Erklärungsansatz für die Gründe, warum die Interpretation des Autors des Buchs *Der Landesstreik 1918* im Kontext der 1960er-Jahre ziemlich breite Zustimmung, selbst bei einem Teil der Rechten, fand.

Zu erwähnen ist noch, dass wir ursprünglich vorhatten, in diese Nummer auch eine Analyse der literarischen Darstellungen des Landesstreiks aufzunehmen. Diese sind nicht sehr zahlreich, aber auch nicht inexistent: Neben Meinrad Inglins berühmtem *Schweizer Spiegel* (1938) würde etwa auch der Roman *Les signes parmi nous* von Charles Ferdinand Ramuz eine gewisse Beachtung seitens der Geschichtswissenschaft verdienen.³³ Das 1919 erschienene Werk erzählt von einem im Land umherziehenden Bibelverkäufer, der mit der Spanischen Grippe und den sozialen Bewegungen des Jahres 1918 konfrontiert wird, die ihn das Kommen der Apokalypse befürchteten lassen ... Es liegt uns somit fern, die Idee zu bestreiten, dass neue Ansätze aus der Kulturgeschichte Bausteine zum Verständnis des Themas beitragen könnten, auch wenn sie mangels Platz und verfügbarer Autoren hier nicht eine Hauptrolle spielen können. Immerhin finden sich im vorliegenden Band einige Beiträge, die ohne den Anspruch zu erheben, eine Rundumerneuerung der Ansätze vorzunehmen, doch der Rolle, welche Wahrnehmungen, Affekte und Emotionen in der Geschichte des Landesstreiks spielten, einen grossen Raum bieten. So legen Michel Caillat und Jean-François Fayet eine minutiöse Entstehungsgeschichte der Anfänge des Mythos von der bolschewistischen Einmischung in den Landesstreik vor und erklären den Erfolg und die Langlebigkeit dieser Propagandaente mit der sozialen und politischen Funktion, die sie vom Landesstreik bis in die jüngere Zeit spielt. Der kurze Aufsatz von Hans Ulrich Jost nimmt diese Frage auf und zeigt, wie die Rechte schon vor dem eigentlichen Streik die Sozialdemokratie stigmatisierte

33 Darauf wies bereits Marc Vuilleumier hin, in «La grève générale de 1918 en Suisse», ders. et al. (Hg.), *La grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, 1977, S. 34; neu herausgegeben in ders., *Histoire et combats*, S. 461–512. Ein anderer Roman, der hier genannt werden könnte, ist derjenige von Jean-Paul Zimmermann (1889–1952), *L'étranger dans la ville*, der kurz nach dem Streik geschrieben wurde und 1931 erschien. In diesem Schlüsselroman wird die Reaktion auf den Landesstreik in Le Locle mit viel Ironie in einer sich selbst speisenden unruhigen Atmosphäre beschrieben. Der Nachlass Zimmermann befindet sich in der Stadtbibliothek von La Chaux-de-Fonds, wie auch der Nachlass des Pfarrers Paul Pettavel, der wichtige unpublizierte Dokumente zum Landesstreik in Le Locle enthält.

und wiederholt versuchte, über die Verbreitung von Schreckgespenstern eine erregte Atmosphäre zu schaffen. Der Streik des Zürcher Bankpersonals einige Woche vor dem Landesstreik wurde von den Eliten als Auftakt zur Revolution erlebt und stärkte im Lager der Rechten und der hohen Militärs die Anhänger einer harten Linie. Ob bewusst übertrieben oder ehrlich empfunden, ermöglichte die Angst vor einem vom Ausland eingefädelt und auf einen Aufstand abzielenden bolschewistischen Komplott eine Rechtfertigung der unnachgiebigen Haltungen der zivilen und militärischen Kräfte, die ein für alle Mal mit der Arbeiterbewegung abrechnen wollten. Nach dem Streik wurde dieselbe These von den revolutionären Absichten für verschiedene Zwecke instrumentalisiert, namentlich zur Verstärkung des repressiven Arsenal des Staats, beispielsweise bei der berühmten Lex Häberlin, die 1922 in einer Volksabstimmung verworfen wurde, oder zur Stigmatisierung der Arbeiterbewegung. Sie lastete zudem so stark auf den gewerkschaftlichen und sozialdemokratischen Vertrauensleuten, dass diese, angefangen bei den Führern des OAK, sich bald bemühten, die materielle Notlage der Arbeiterschaft als wichtigste Streikursache zu präsentieren, und sich beeilten, den Generalstreik vielleicht ein bisschen schnell von seinem subversiven Inhalt zu entlasten.³⁴ Je günstiger die Lage für eine Politik der Zusammenarbeit mit dem Unternehmertum und den bürgerlichen Institutionen wurde, desto mehr begann die Erinnerung an den November 1918 zu stören. Die Praxis des Streiks als Kampfmittel wurde damals nicht nur infrage gestellt, sondern bald als unschweizerisch verworfen. Die Folgen des Landesstreiks blieben bei Weitem nicht auf die Arbeiterschaft beschränkt. Man kann lange über die Frage diskutieren, ob der Streik die Entwicklung des Sozialstaats beschleunigte oder sie im Gegenteil bremste und die eingefleischte Rechte sowie die konservativsten und chauvinistischen Fraktionen der Arbeiterbewegung stärkte. Eines scheint in jedem Fall klar: Das Bild des Ausländers, der sowohl als Sündenbock diente, dem man die Schuld in die Schuhe schieben konnte, als auch als Schreckgespenst, um das sich ein nationalistischer Diskurs mit xenophoben und antisemitischen Aspekten konstruieren liess, wurde von den Auseinandersetzungen rund um den Landesstreik grundlegend und nachhaltig belastet. Der dem Landesstreik und der Einwanderung während des Kriegs gewidmete Artikel von Silvia Arlettaz zeigt, dass, als es zu den Ereignissen vom November kam, ein im bürgerlich-bäuerlichen Block bereits gut verankertes Argumentarium es ermöglichte, die Situation als unschweizerisches Ergebnis eines schädlichen Einflusses von Ausländern auf die Innenpolitik darzustellen – wobei der Mythos vom bolschewistischen Komplott mit Erfolg angerufen werden konnte. So kam es, dass, nicht ohne spätere Zustimmung eines Teils der Arbeiterbewegung, die

während des Kriegs für ihren Einsatz zugunsten der in die Schweiz geflüchteten Deserteure und Refraktäre stigmatisiert worden war, von der nationalistischen Rechten eine sogenannte defensive, an den Bedürfnissen der nationalen Wirtschaft ausgerichtete Migrationspolitik vorbereitet werden konnte. Realisiert wurde diese mit dem ersten Bundesgesetz über den Aufenthalt und die Niederlassung der Ausländer, welches für die gesamte schweizerische Migrationspolitik bis Anfang des 21. Jahrhunderts bestimmend blieb.

In diesem Band findet sich kein Beitrag, der einen vollständigen und aktuellen Überblick über den Forschungsstand darlegt und eine historiografische Bilanz der seit dem Meisterwerk von Willi Gautschi 1968 erschienenen Werke zieht. Zu verweisen ist dafür auf den erwähnten Artikel von Marc Vuilleumier von 1977 und das Nachwort von Hans Ulrich Jost zur dritten Auflage des Buchs von Gautschi, die 1988 bei Chronos erschien.³⁵ Diese zwei Texte haben leider wenig von ihrer Aktualität eingebüsst und bilden eine nützliche Ergänzung der hier von Bernard Degen vorgelegten Darstellung und des neulich publizierten historiografischen Artikels von Roman Rossfeld.³⁶

Die Bauernschaft ist dagegen im vorliegenden Band zumindest indirekt über den von Juri Auderset und Peter Moser vorgelegten Beitrag zu den theoretischen Reflexionen der Arbeiterbewegung über die Agrarfrage thematisiert. Es war allerdings nicht möglich, wie wir es gewünscht hätten, die Arbeiten von Bernard Chevalley und Werner Baumann in diesem Band angemessen weiterzuführen.³⁷ Es wäre lohnenswert, heute die Frage, aus welchen Gründen organisierte landwirtschaftliche Kreise der Arbeiterbewegung derart feindlich gegenübertraten und bis zu welchem Grad sie auf die Repression gegen den Streik hinwirkten und sich daran beteiligten, erneut zu stellen: Sie nahm in unserem idealen Inhaltsverzeichnis einen wichtigen Platz ein. Dieses Thema, das zweifellos im Lichte aktueller Forschungen zur Geschichte des ländlichen Raums verfeinert werden sollte, wird von Juri Auderset und Peter Moser in dem bereits erwähnten Band unter der Leitung von R. Rossfeld, C. Koller und B. Studer behandelt.³⁸ Tatsa-

35 Hans Ulrich Jost, «Der historische Stellenwert des Landesstreiks», Nachwort zu Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Zürich, 1988, S. I–XV, neu abgedruckt in Hans Ulrich Jost, *A tire d'ails. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne, 2005, S. 187–203.

36 Roman Rossfeld, «Streik! Wege und Desiderate der Forschung zur Geschichte des schweizerischen Landesstreiks vom November 1918», *Archiv für Sozialgeschichte*, Nr. 57, 2017, S. 413–437.

37 Bernard Chevalley, «L'attitude des organisations paysannes. L'Union suisse des paysans et la Société d'agriculture du canton de Zurich», Marc Vuilleumier et al. (Hg.), *La grève générale*, S. 211–254; Werner Baumann, *Bauernstand und Bürgerblock. Ernst Laur und der Schweizerische Bauernverband*, Zürich, 1993.

38 Vgl. Anm. 23.

che bleibt, dass, eingebettet in die folgenschwere Konfiguration eines Bürger-Bauern-Blocks – eine Problematik, auf die Hans Ulrich Jost in den Schlussfolgerungen seines Beitrags im vorliegenden Band hinweist – der Landesstreik und breiter gesehen die zunehmenden Konflikte im Verlauf des Ersten Weltkriegs eine wichtige Rolle bei der Politisierung einer dem Kapitalismus zunehmend weniger kritisch gegenüberstehenden Bauernschaft gespielt zu haben scheinen. Wir weisen hier nur darauf hin, dass seit 1917 landwirtschaftliche Kreise, die über mögliche Kompromisse zwischen den traditionellen bürgerlichen Parteien und der Sozialdemokratie beunruhigt waren und ihre spezifischen Interessen stärker betonen wollten, damit begannen, Bauernparteien auf kantonaler Ebene zu gründen. Die Aussicht auf die Einführung der Proporzwahl auf Bundesebene – eine Forderung, die sich unter anderem im ersten Punkt des Programms des Oltener Aktionskomitees findet – öffnete ihnen die Möglichkeit, auf nationaler Ebene mit den eigenen Organisationen und nicht mehr über die traditionellen bürgerlichen Parteien vertreten zu sein. Die erste Wahl des Nationalrats nach dem Proporz sicherte ihnen 29 Sitze im Parlament und schon 1929 gelang dem ersten Vertreter der Bauern-, Gewerbe und Bürgerpartei, der Vorläuferin der heutigen SVP, der Einzug in den Bundesrat.

Leider konnte Andreas Thürer aus gesundheitlichen Gründen seinen Artikel darüber, wie der Landesstreik zur Überwindung des – selbst eine kritische Untersuchung verdienenden – Grabens zwischen den Deutschschweizern und den Romands beitrug, indem er die Bürgerwehren und die Rechte dazu stimulierte, sich ungeachtet ihrer Unterschiede und des jeweiligen politischen Bezugssystems zu einer gemeinsamen Front gegen die Arbeiterbewegung zusammenzuschliessen, nicht rechtzeitig beenden.³⁹

Diese Ausgabe der *Cahiers* der AÉHMO und von *traverse* versteht sich somit als Etappe, als ein Beitrag von Forscherinnen und Forschern zu einer sich ständig verändernden Geschichte des Generalstreiks vom November 1918. Sie ist keine politische Antwort auf die neuerdings wiederauferstandene Fantasie vom Landesstreik als bolschewistischer Verschwörung.⁴⁰ Man wusste, dass dieser Mythos iterativ ist: Im Feuer der Aktion selbst mit dem Ziel geschmiedet, die Arbeiterbewegung zu diskreditieren und fremdenfeindliche Hassreden zu verbreiten, und

39 Wir verweisen hier auch auf Dorothe Zimmermann, «Den Landesstreik erinnern. Antikommunistische Aktivitäten des Schweizerischen Vaterländischen Verbandes 1919–1948», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, Nr. 63, 2013, Heft 3, S. 479–504, und Andreas Thürer, *Der Schweizerische Vaterländische Verband 1919–1930/31*, 3 Bände, Dissertation Universität Basel (Josef Mooser), 2010, unpubliziert.

40 Christoph Blocher, «Robert Grimm. Bürgerschreck und Bürgerkrieger», *Die Weltwoche*, 22. 1. 2018.

von der nationalistischen Rechten immer und immer wieder als politisches und ideologisches Kampfmittel aufgenommen, hätte man glauben können, dass er von den Errungenschaften der historischen Forschung ein für alle Mal überwunden worden sei. Doch nun wird versucht, den Mythos anlässlich des hundertsten Jahrestags des Landesstreiks wieder zum Leben zu erwecken. Die den jüngsten Zufallsfunden eines SVP-alt-Bundesrats geschuldete Auferstehung dieses ideologischen Phönix wird vielleicht eine Debatte auf nationaler Ebene auslösen. Eine solche wäre aber aus wissenschaftlicher Sicht ein Rückschritt: Die Zukunft der Forschung zum Landesstreik kann nicht darin bestehen, längst beantwortete Fragen zum Thema immer wieder zu behandeln.

Malik Mazbouri, Patrick Auderset, Florian Eitel, Marc Gigase, Daniel Krämer, Matthieu Leimgruber, Marc Perrenoud, François Vallotton

(Übersetzung: Adrian Zimmermann)